



Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé



SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES

Crise économique, choc pétrolier, mondialisation... au tournant des années 1970, la relation franco-britannique prend un nouveau départ.

La France et le Royaume-Uni, anciennes grandes puissances devenues moyennes, doivent affronter les mêmes défis de la concurrence internationale et de la crise énergétique. Pour les deux pays, l'Europe apparaît comme un multiplicateur de puissance. Le Royaume-Uni adhère à la Communauté économique européenne. Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu en 1974, prend la tête de la relance du vieux continent. Il pose les bases de la future Union européenne, en créant notamment le système monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Le bilatéral avec le Royaume-Uni est alors réactivé, au service des deux dynamiques de la période, la mondialisation et l'intégration régionale. Sous l'impulsion du président français, de nouvelles enceintes se mettent alors en place, tels le G7 et le Conseil européen. Un calendrier international s'impose, dans lequel s'inscrivent des négociations qui s'emboîtent selon des jeux d'échelles que Paris et Londres expérimentent ensemble pour peser sur la scène internationale. La relance de l'entente cordiale se heurte cependant à un obstacle de taille : l'Europe.

Le retour sur cette période à la fois proche et lointaine permet de mettre à jour les permanences dans les calculs et arrières pensées britanniques qui mèneront au Brexit en 2016.

Illustrations de couverture :

Haut : James Callaghan reçoit Valéry Giscard d'Estaing à la résidence de Chequers, le 13 décembre 1977 (Photo © Central Press/Hulton Archive/Getty Images)

Bas : Margaret Thatcher & Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet franco-britannique à Londres le 19 novembre 1979, Royaume-Uni (Photo © Jacob SUTTON/Gamma-Rapho via Getty Images)

ISBN de ce document :

979-10-231-3473-5

VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LE ROYAUME-UNI

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemandes (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudermann (dir.)

Jacques Foccart: archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais, soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Penser le système international (XIX^e-XXI^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le couple franco-britannique
sur la scène internationale
de 1974 à 1981

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0616-9

© Sorbonne Université Presses, 2018

Édition numérique : © Sorbonne Université Presses, 2023

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Maquette : Patrick Van Dieren

Mise en pages : FACOMPO ROUEN

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP (pays)	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (signataires de la convention de Lomé)
ADMAE	archives du ministère des Affaires étrangères en France
AIE	Agence internationale de l'énergie (OCDE)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BNOC	British National Oil Corporation
CAP	Centre d'analyse et de prévision
CCEI	Conférence sur la coopération économique internationale
8 CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
Coreper	Comité des représentants permanents de la Communauté
CPE	coopération politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DEA	dialogue euro-arabe ou, selon le contexte, Department of Economic Affairs
ECU	unité monétaire européenne
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurodif	European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium
FECOM	Fonds européen de coopération monétaire
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FCO	Foreign and Commonwealth Office
FO	Foreign Office (ministère des Affaires étrangères en Grande-Bretagne)
GEIP	Groupe européen indépendant de programme
G7	groupe des Sept, sommet économique mondial

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GFN	Groupe des fournisseurs nucléaires
INFCE	International Nuclear Full Cycle Evolution
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions
MCM	montants compensatoires monétaires
NA	National Archives, Archives nationales de Grande-Bretagne (Kew, Londres)
NPC	Nuclear Power Company
NMC	négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PREM	<i>Prime Minister's Papers</i>
PUS	<i>Permanent Under-Secretary</i> , chef de la diplomatie britannique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks
SGCI	secrétariat général des Affaires Européennes
SME	Système monétaire européen
Stabex	Système de stabilisation de recettes d'exportation (des ACP et des PTOM)
TNP	Traité de non-prolifération
UCE	Unité de compte européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
UKAEA	United Kingdom Atomic Energy Authority
WED	Western European Department
ZEE	zone économique exclusive (zone de 200 milles)

La reine Elisabeth II
& Valéry Giscard d'Estaing,
lors de sa visite à Londres
en 1976

DEUXIÈME PARTIE

**La relation franco-britannique :
fonctionnement & méthodes**

LES STRUCTURES DE CONCERTATION

Les Britanniques sont désireux d'institutionnaliser leurs relations avec la France, sur le modèle franco-allemand. Le Foreign Office procède à de nombreuses enquêtes et évaluations sur le schéma mis en place par le traité de l'Élysée en 1963 et demande régulièrement aux départements des avis sur les possibilités de dupliquer ce schéma aux relations franco-britanniques. Cette volonté s'amplifie tout au long des années 1970. La mise en place des sommets permet une évolution des relations franco-britanniques grâce à une concertation régulière précédée d'une préparation minutieuse.

Tableau 1. Les sommets franco-britanniques
sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Date	Lieu	Spécificité	Premier ministre britannique
11-12 novembre 1976	Rambouillet	Première réunion du nouveau schéma des relations franco-britanniques : de fortes attentes	James Callaghan
12-13 décembre 1977	Chequers	Accent mis sur la coopération industrielle : création du CCI	
24 novembre 1978	Paris	Avenir de l'Europe en question : élection du Parlement au suffrage universel, Comité des trois sages, SME	
19-20 novembre 1979	Londres	Premier sommet avec le gouvernement conservateur : de nouvelles perspectives (discussions sur le nucléaire...) ?	Margaret Thatcher
19 septembre 1980	Paris	Le bilatéral, relais de plus en plus nécessaire face aux inconnues de la détente : quelle place pour l'Europe dans le monde ?	

Cette structure s'intègre progressivement dans le schéma européen. Elle fournit l'occasion d'une mise au point de positions communes dans un cadre bilatéral avant les rencontres dans le cadre communautaire. Elle permet parfois d'apaiser les tensions ou de régler un conflit ; en cela, le cadre bilatéral peut jouer en faveur de l'Europe. Ce rôle permet de comprendre pourquoi l'initiative britannique des sommets a été acceptée et « récupérée » par le président français. Mais c'est dans l'expérimentation des sommets que les avantages apparaissent aux yeux des Français qui n'étaient pas très enthousiastes au départ à l'égard de cette nouvelle structure, dont ils ne voyaient pas l'intérêt, focalisés sur leur schéma avec l'Allemagne.

Qu'attend-on de cette visite d'État ? Les objectifs reflètent la dissymétrie de la relation entre les deux pays. Les Britanniques ont bien compris que les rencontres entre chefs d'État et de gouvernement constituaient la clé de toute amélioration des relations grâce au rôle primordial du président français dans la politique étrangère. Il s'agit par conséquent de créer une structure de concertation régulière qui permettra de nouer des contacts plus étroits avec le président, dans l'optique de faire évoluer les relations franco-britanniques vers une relation moins conflictuelle, afin de retrouver leur place en Europe. Les Britanniques sont très jaloux de la relation franco-allemande et espèrent que la mise en place d'un schéma proche de celui qui existe entre la France et l'Allemagne permettra à Londres de rééquilibrer sa relation avec Paris. Entre 1974 et 1976, le Foreign Office se plaint d'un essoufflement des conversations franco-britanniques au plus haut niveau : la dernière réunion entre chefs d'État et de gouvernement remonte à décembre 1974, entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson ; l'entretien entre les ministres des Affaires étrangères James Callaghan et Jean Sauvagnargues en mars 1976 a été la première réunion bilatérale à ce niveau depuis dix-huit mois. Le Cabinet Office se plaint de même de la faiblesse des contacts bilatéraux, au regard des contacts franco-allemands : « Giscard a établi une relation particulièrement intime avec Schmidt qui remonte à l'époque où tous deux étaient ministres des Finances. Son esprit a été plus focalisé sur les relations franco-allemandes que sur les relations franco-britanniques¹. » Le manque de contact au plus haut niveau est préjudiciable aux intérêts britanniques, d'autant plus que les Britanniques reconnaissent être plus vulnérables que les Français sur un certain nombre de points : « Il y a plusieurs sujets d'intérêt national, tels que la politique commune de la pêche ou de l'énergie, pour lesquels nous avons besoin de l'accord des Français. Il y a beaucoup de domaines dans les industries de pointe où nous sommes en danger d'être laissés hors-jeu alors que la France va de l'avant avec d'autres pays européens ou avec les États-Unis². » La Grande-Bretagne craint donc d'être de plus en plus isolée : elle a rejoint la CEE avec retard et au moment du choc pétrolier, ce qui l'empêche d'en tirer parti comme ont pu le faire les six pays fondateurs. De plus, ses relations avec les pays du Commonwealth ne cessent de se distendre, de même que celles avec les États-Unis. Il existe par conséquent une forte demande de la part des Britanniques pour rester dans la course, ce qu'une relation bilatérale consolidée avec la France permettrait. En outre, des

1 NA/FCO 33/2882.

2 NA/FCO 33/2882.

liens plus étroits avec la France renforceraient la position des Britanniques par rapport aux autres partenaires, et leur permettant par exemple d'avoir « plus d'ascendant auprès des Allemands et des Américains³ ». L'initiative de l'institutionnalisation de la relation bilatérale vient donc de Grande-Bretagne. La visite d'État de 1976 est l'occasion de promouvoir ce projet. En effet, cette visite constitue un événement majeur dans les relations franco-britanniques car c'est la première visite d'État d'un président français depuis celle du général de Gaulle en 1960⁴. Le lien entre la mise en place des sommets et la visite d'État est établi par l'ambassadeur Edward Tomkins dans son discours d'adieu : ce dernier met l'accent sur la nécessité d'établir des contacts réguliers au plus haut niveau et présente l'échéance prochaine de la visite d'État comme l'occasion d'y réfléchir. Le Foreign Office se saisit de l'idée et le discours fait le tour des départements ; le ministre des Affaires étrangères doit l'étudier de près afin de s'en inspirer pour exploiter le mieux possible la visite d'État⁵. Il faut d'autant plus saisir l'occasion de la visite d'État que les Britanniques sont conscients de l'importance qu'elle revêt pour le président. Tout ce qui en sortira sera donc paré d'une signification politique majeure : « Il est très important de ne pas perdre de vue l'importance politique que cet événement peut avoir en France. La politique étrangère a toujours été le domaine réservé du président sous la V^e République. Ses visites ont toutes été soigneusement organisées⁶. » À Londres, on s'interroge sur l'impact que le président voudra donner à son voyage ; ses dernières visites ont toutes revêtu un caractère particulier. La visite à Athènes lui a permis d'apparaître comme le nouveau protecteur de la Grèce ; celle effectuée au Zaïre l'a posé comme arbitre entre pays en voie de développement et pays développés ; en Pologne, il s'est présenté comme le principal interlocuteur entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est. Quelle image de lui et de la France le président voudra-t-il donner avec sa visite à Londres ? Les archives présentent donc la visite comme un événement « exceptionnel », une occasion « providentielle »⁷ et fournissent la matière à une réflexion approfondie sur l'état des relations franco-britanniques et sur leurs perspectives d'évolution. La date a été mûrement réfléchie : ce sera du 22 au 25 juin 1976. Il fallait en effet tenir compte du contexte, peu propice pour les Britanniques :

3 *Ibid.*

4 Voir Agnès Tachin, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans Véronique Gazeau & Jean-Philippe Genet (dir.), *La France et les îles Britanniques. Un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS/université Panthéon-Sorbonne, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

5 *Ibid.*

6 *Ibid.*

7 NA/FCO 33/2883, Henderson, 2 juin 1976.

L'état actuel de nos relations avec la France n'est pas très bon. L'opinion française est critique et méfiante à cause de notre décision sur le tunnel⁸. Un rapprochement de Valéry Giscard d'Estaing alors que la question de la renégociation est encore en suspens pourrait être mal interprété, comme une tentative d'influencer le président. Je pense que nous ne devrions pas lancer notre invitation avant le Conseil européen de Dublin du mois prochain. Les dates d'une visite doivent rester vagues de telle sorte que l'embarras sera moindre si le pire arrive lors du référendum⁹.

Le fait d'institutionnaliser les rencontres simplifie les choses pour Londres. Grâce à la mise en place des sommets, le calendrier est fixé et les rencontres se tiennent à des dates à peu près régulières. La date n'est pas choisie au hasard : les Britanniques rappellent que « le président français a ses réunions avec les Allemands en janvier et juillet, donc pour la Grande-Bretagne il faut que ce soit fin octobre ou début novembre » et surtout, précisent-ils, « il faut que les sommets se tiennent avant la réunion du Conseil européen de novembre »¹⁰. Si le facteur européen apparaît bien comme décisif dans la décision de mettre en place les sommets, le cadre bilatéral doit par conséquent s'inscrire dans le schéma européen, d'où l'importance du calendrier et le lien chronologique entre Conseil européen (CE) et sommet franco-britannique. Les Britanniques investissent par conséquent beaucoup dans la visite et dans la mise en place des sommets, craignant, s'ils échouent, de prendre « le risque d'être écartés des décisions importantes aux plans politique, économique et militaire en Europe¹¹ ».

Côté français, les motivations ne sont pas les mêmes. Les Français ont moins besoin des Britanniques. Le président répond prudemment aux demandes britanniques et parfois à reculons. L'attentisme prévaut. L'Élysée reconnaît que l'engagement européen est acquis pour les Britanniques et qu'il faut donc faire évoluer les relations bilatérales en tenant compte de ce facteur, tout en soulignant les limites de cette évolution :

Il faut garder à l'esprit que la conception britannique de l'Union européenne demeurera aussi éloignée de la nôtre que de celle des tenants de la *communautarisation*. Les consultations bilatérales que nous pourrions établir sur une base informelle ne sont certes pas appelées à jouer un rôle identique à celles menées de longue date avec nos partenaires allemands. Mais elles pourraient néanmoins contribuer à nous faire bien connaître, sinon à infléchir l'action

8 En janvier 1975 les Britanniques ont annoncé leur décision de se retirer du projet.

9 NA/PREM 16/883, 14 février 1975.

10 NA/FCO 33/2885, note sur la réunion entre Callaghan et Valéry Giscard d'Estaing, 23 juin 1976.

11 NA/FCO 33/2883, Henderson à Crosland, 2 juin 1976.

politique d'une nation dont le poids économique n'est pas inéluctablement voué à diminuer et qui conservera de par ses traditions diplomatiques, commerciales et financières, une influence politique sans commune mesure avec le niveau actuel ou prévisible de sa production et de ses échanges¹².

Il y a donc une forme de convergence entre les intérêts français et les intérêts britanniques. La priorité européenne du président français l'amène à prendre en compte la Grande-Bretagne. S'il veut faire avancer l'Europe, il y a avantage à se mettre d'accord avec les dirigeants britanniques. Les contacts au plus haut niveau permettraient de faciliter la mise au point de positions communes. Ainsi, les Français comme les Britanniques espèrent que la visite de juin 1976 sera l'occasion d'avancer vers des solutions pour préparer le terrain en vue du Conseil européen des 12 et 13 juillet 1976. Le Foreign Office rappelle que le Premier ministre Jacques Chirac a refusé les conversations bilatérales et qu'« il faut mieux voir avec Valéry Giscard d'Estaing ». Le voyage officiel en offre l'occasion : « Giscard veut-il nous aider ? Si oui, ce serait bien de se rencontrer pour préparer la négociation avant la conversation communautaire¹³. » La question des élections au suffrage universel au Parlement européen permet de vérifier cette stratégie : le sujet est abordé au cours de l'entretien entre Valéry Giscard d'Estaing et James Callaghan le 23 juin 1976. Le but est de se mettre d'accord sur le mode de scrutin et les procédures, avant le Conseil européen des 12 et 13 juillet. Le chef de la diplomatie britannique Michael Palliser se félicite que « la discussion du Premier ministre avec le président sur les élections directes [ait] déjà porté ses fruits dans l'accord au Conseil européen du 13 juillet¹⁴ ». Le lien est donc fait entre les deux échelons du sommet et du Conseil européen. Les sommets seront un moyen pour exercer en amont une influence sur les Conseils européens. Le compte-rendu de l'entretien du 23 juin précise en effet : « Le Premier ministre a dit qu'il était peu probable qu'on trouve un accord sur le sujet aujourd'hui mais plus près nous nous approcherons, plus ce sera facile de trouver un accord à Bruxelles le mois prochain¹⁵. »

L'organisation de la visite d'État

Aucun détail n'est laissé au hasard. Le document officiel décrivant le cérémonial de la visite ne fait pas moins de quatre-vingt-dix-sept pages. À Paris et à Londres, les attentes ne sont pas les mêmes. Alors que les archives britanniques insistent sur le caractère exceptionnel de l'événement, les archives françaises restent discrètes.

12 5 AG 3, carton 996, note de Gabriel Robin, 11 juin 1976.

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

15 NA/FCO 33/2885, note sur la réunion Callaghan-Giscard, 23 juin 1976.

Les Britanniques se plaignent que les Français ne semblent pas accorder beaucoup d'importance à la visite et qu'ils la traitent comme une affaire de routine¹⁶. Au contraire, les Britanniques réfléchissent au moyen de donner le plus de satisfaction possible au président. On a déjà vu l'exploitation qu'ils font de la carte royale avec le rôle joué par la reine en particulier. Ainsi, la visite débute par un trajet dans un carrosse tiré par six chevaux, aux côtés de la reine, pour relier la gare Victoria au palais de Buckingham où un banquet est donné en l'honneur du président. La reine y prononce un discours. Un autre temps fort de la visite est constitué par le discours que le président prononce devant le Parlement le lendemain¹⁷. Cela n'allait pas de soi mais le président y tenait et les Britanniques se plient à ses désirs, soucieux de tout faire pour que cette visite soit un succès pour lui. Le Foreign Office s'attendait à ce que le président veuille s'adresser aux Chambres en anglais, ce qui « montrerait le respect qu'il a personnellement pour [les] institutions parlementaires » britanniques. Cette volonté pose un problème car le Parlement sera en session au moment de la visite, mais il faut trouver une solution : « Nous devons faire attention aux souhaits de Giscard si nous voulons que cette visite soit créative en matière de relations franco-britanniques ; il y a un enjeu énorme¹⁸. » Dans un premier temps, le Foreign Office s'oppose à cette demande qui placerait le président dans la même position que le général de Gaulle lors de sa visite en 1960, dont les « conditions étaient particulières, Churchill [étant] encore vivant » à l'époque, et estime qu'« un même traitement ne [serait pas] approprié pour Valéry Giscard d'Estaing »¹⁹. Finalement, les Britanniques accèdent à la demande du président français et ce dernier s'adresse au Parlement dans la Galerie royale le 23 juin 1976²⁰. Le Lord Chancelier prononce un discours d'introduction qui met l'accent sur la Communauté européenne, thème qui constitue l'essentiel du discours du président. La City se devait aussi de recevoir le président : le Lord-maire l'accueille en grande pompe au Guildhall, le 24 juin, et le président y prononce un discours consacré essentiellement aux questions économiques. Une autre réception honorifique attend le président, donnée au Banqueting House à Whitehall, par la Société franco-britannique, l'Alliance française et le Conseil franco-britannique. Cette réception suit le modèle de 1960, lorsque la Société franco-britannique et l'Alliance française avaient donné une réception commune en l'honneur du général de Gaulle. En plus de ces aspects honorifiques traditionnels, les Britanniques ont tenu à ce que le voyage officiel du président français se démarque des autres voyages officiels. Le Foreign Office souligne

16 NA/FCO 33/2880, Goodhall, WED, 16 mars 1976.

17 Annexe 2, p. 315-317.

18 NA/FCO 33/2880, Goodhall, WED, 16 mars 1976.

19 NA/FCO 33/2873, ambassade britannique à Paris, 9 février 1976.

20 Annexe 2.

que le président voudra sûrement rehausser son image de leader mondial jeune, moderne et dynamique et qu'il faut donc « trouver quelque chose de nouveau²¹ ». C'est pourquoi le voyage officiel du président s'achève sur une innovation par rapport au protocole habituel. Le président et son épouse passent en Écosse les dernières heures de leur visite, en compagnie de la reine et du duc d'Édimbourg. Il s'agit d'un geste du gouvernement britannique soucieux de permettre à la visite de s'achever sur une note plus personnelle. Le président n'est pas resté étranger à ce déploiement de fastes et y rend un hommage appuyé dans sa conférence de presse donnée à l'hôtel Europa à l'issue de son voyage, le 24 juin : « L'accueil que j'ai reçu à Londres est allé au-delà de ce que j'attendais. Celui que m'a réservé Sa Majesté la reine manifestait une amitié et une élégance dignes de la tradition britannique. Mais au-delà de l'aspect formel d'une visite d'État, j'ai décelé chez mes interlocuteurs un mouvement affectif en faveur de la France²². »

Le sommet, élément clé de la gestion des relations internationales

Le sommet constitue tout d'abord un instrument du « dialogue » cher au président français qui va le décliner à tous les niveaux, en commençant par le dialogue bilatéral. Le président favorise le contact informel, méthode qu'il érige en modèle dans sa relation avec le chancelier Schmidt. Il met l'accent sur le rôle des relations personnelles en politique pour résoudre les problèmes. Ainsi, le 23 juin 1976, le président français et le Premier ministre britannique « dialoguent » en tête à tête pendant quarante-cinq minutes. C'est ce qui explique que Valéry Giscard d'Estaing accepte si facilement d'endosser la responsabilité de la mise en place des sommets. La presse présente le projet comme une initiative française : « Une délégation britannique est venue à Paris le 2 juin pour examiner un projet français de consultations bilatérales à tous les niveaux²³. » Il s'agit de laisser la vedette au président, comme toute l'organisation de la visite le démontre également. Le chef de la diplomatie britannique se félicite de cette idée après coup : « Je suis sûr que c'était une bonne idée de laisser Giscard tirer les lauriers de cette initiative. Il en a obtenu la gloire : Giscard a parlé d'une nouvelle entente²⁴. » Les Britanniques sont conscients que le président français accorde une importance toute particulière à la politique étrangère et qu'il a besoin de réussir dans ce domaine pour asseoir son pouvoir.

En outre, le sommet constitue un élément clé dans la nouvelle gestion multiscalair des relations internationales. Pour le président français, le sommet

21 NA/FCO 33/2665, Goodhall, WED, 16 octobre 1975.

22 NA/FCO 33/2886, conférence de presse de Valéry Giscard d'Estaing, 24 juin 1976.

23 Marc Ullmann, *L'Express*, 28 juin-4 juillet 1976.

24 NA/PREM 16/1271, Palliser à Henderson, 23 juillet 1976.

franco-britannique doit s'inscrire dans un schéma plus large afin de permettre aux deux pays de peser plus lourd dans les affaires du monde, « usant de leur expérience mondiale en particulier dans toutes les instances internationales dans lesquelles on en discute ». Il estime que la France et la Grande-Bretagne « peuvent avoir une influence et une politique très importantes au plan mondial »²⁵. Il s'agit d'une échelle de négociation essentielle qui prend sa place dans le nouveau système de relations internationales qui se développe dans les années 1970, à côté de l'échelle européenne, communautaire et mondiale. Progressivement, Paris et Londres utilisent cette échelle en lien avec les autres, l'insérant dans un calendrier précis. Le sommet devient alors le relais d'une politique ambitieuse, reflet des objectifs de puissances de la France et de la Grande-Bretagne. Le cadre bilatéral apparaît primordial et incontournable. La mise en place des sommets permet de faciliter le processus de décision.

110

La déclaration commune, une initiative britannique

Tableau 2. Le schéma de la déclaration de 1976

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			Rencontres entre les ministres des Affaires étrangères			
Dates des sommets	Lieu	Premier ministre britannique	Dates des rencontres	Lieu	Foreign Secretary	Ministre des Affaires étrangères
1976 11-12 novembre	Rambouillet	James Callaghan 5/4/1976 au 4/5/1979	1976 11 novembre	Rambouillet	Anthony Crosland 8/4/1976 au 19/2/1977	Louis de Guiringaud 27/8/76 au 29/11/78
1977 12-13 décembre	Chequers		1977 23 février	Paris	David Owen 22/2/1977 au 4/5/1979	
			1977 2 décembre	Londres		
1978 24 novembre	Paris		1978 15 mars	Paris		
1979 19-20 novembre	Londres	Margaret Thatcher 4/5/1979 au 28/11/1990	1979 3 septembre	Londres	Lord Carrington Peter Alexander Rupert Carrington 5/5/1979 au 5/4/1982	Jean François- Poncet 29/11/78 au 22/5/81
1980 19 septembre	Paris		1980 2-3 février	La Celle- Saint-Cloud		

25 NA/FCO 33/2885, *The Observer*, 13 juin 1976.

Les aspects politiques du voyage officiel sont préparés bien en amont. L'acquis essentiel de la visite à l'échelle bilatérale réside dans le texte de la déclaration commune qui établit un schéma de relations régulières au plus haut niveau²⁶. La réflexion sur l'établissement de contacts réguliers entre chefs d'État et de gouvernement a été initiée par le discours d'adieu de Sir Edward Tomkins en novembre 1975. Mais la nécessité d'intensifier les relations bilatérales est ressentie déjà en France comme en Grande-Bretagne depuis plusieurs années et prend une acuité particulière avec l'adhésion de cette dernière à la Communauté européenne, le cadre bilatéral s'insérant de plus en plus étroitement dans le cadre communautaire. Pour préparer la visite de Wilson à Paris le 19 juillet 1974, l'ambassadeur britannique à Paris Sir Edward Tomkins rencontre le secrétaire général de l'Élysée Claude Pierre-Brossolette pour préparer le terrain et manifester les bonnes intentions d'une Grande-Bretagne favorable à une amélioration des relations entre les deux pays et avec l'Europe. Tomkins précise que les vues de Wilson sur le rôle et l'avenir de la CEE et sur les relations avec les États-Unis ne sont pas très différentes de celles du président français. Pierre-Brossolette explique à ce dernier l'importance de prendre au sérieux l'approche britannique pour les intérêts de la France : « Au-delà des problèmes techniques de la CEE se pose celui de l'équilibre politique de l'Europe. Le tête-à-tête franco-allemand peut ne pas être toujours confortable. Les Allemands peuvent ne pas être toujours sages. Le président va dominer la scène européenne. N'y aurait-il pas intérêt à ce que cette scène soit aussi large que possible²⁷ ? » Cette notion d'équilibre européen est au cœur de la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing et l'on peut observer sur ce point une convergence d'intérêts avec les Britanniques. Un article du *Daily Express* lors de la visite d'État est éloquent quant à ce souci de préserver l'équilibre européen qui informe que « les télégrammes des ambassades préparant le terrain pour les conversations révèlent que Callaghan et Giscard sont profondément inquiets de la manière dont l'Allemagne domine le Marché commun. Un contre-pouvoir franco-britannique est jugé comme étant la seule réponse possible²⁸ ». Le cadre bilatéral ne fonctionne donc pas seul : s'il s'insère dans le schéma européen, il prend d'abord en compte l'Allemagne. Les Britanniques, à l'origine du projet, avancent prudemment. Avant de rédiger le texte de la déclaration commune et convaincu de la nécessité de faire évoluer la relation bilatérale au plus haut niveau, le Foreign Office doit préparer le terrain et s'assurer le soutien du Premier ministre pour proposer son projet aux Français avec une chance de le voir aboutir. La première mention du projet apparaît

26 Annexe 3, p. 319-321.

27 5 AG 3, carton 995, note du secrétaire général de l'Élysée pour le président, 16 juillet 1974.

28 NA/FCO 33/2885, Chapman Pincher, « Jim and Giscard Plan a Blitz », *Daily Express*, 21 juin 1976.

dans une lettre de l'ambassadeur Henderson au ministre des Affaires étrangères Anthony Crosland, le 27 février 1976, dans laquelle il suggère de « couronner la visite par une déclaration au plus haut niveau, sur le plan politique », « le point central pouvant être l'annonce de consultations au plus haut niveau, sur une base régulière »²⁹. La référence à l'Allemagne est immédiate, ce qui traduit l'importance du facteur allemand dans la relation franco-britannique :

Je ne pense pas que les Français ou les Anglais veuillent s'aligner sur les consultations régulières entre France et Allemagne. Cependant, je pense que nous devrions être conscients du fait que bien qu'Allemands et Français essaient de se plaindre à propos de la régularité de ces visites et de la difficulté à trouver des sujets de discussion, le fait est que les ministres entretiennent ainsi la relation franco-allemande et permettent à l'opinion publique des deux pays de mieux s'entendre³⁰.

112

Et Henderson continue en rappelant le fonctionnement de la relation bilatérale prévu par le traité de l'Élysée signé en 1963 entre la France et l'Allemagne³¹. Les Britanniques sont conscients qu'ils ne peuvent copier le modèle franco-allemand qui reflète une relation unique entre deux pays cherchant à enterrer un passé de guerres par une réconciliation institutionnalisée. Henderson insiste donc plutôt sur l'aspect matériel de la régularité des rencontres et estime qu'« il serait utile d'établir un calendrier pour fixer une consultation régulière, à la fois entre le Premier ministre et le président et entre d'autres ministres³² ». Les Britanniques réfléchissent ensuite au meilleur moyen de soumettre le projet aux Français. Connaissant le rôle de l'Élysée dans la politique étrangère, ils se montrent prudents. Ainsi le Foreign Office déconseille-t-il d'aborder cette question lors de la réunion entre les directeurs politiques français et britannique, Laboulaye et Campbell, le 11 mai à Londres : « Nous avons préparé un projet de réunions bilatérales mais il est prématuré d'en parler à Laboulaye. Nous dirons en revanche toute l'importance que nous attachons à la prochaine visite d'État de Giscard³³. » Le 18 mai, le ministre des Affaires étrangères Anthony Crosland s'adresse au Premier ministre britannique James Callaghan pour lui soumettre le projet :

29 NA/FCO 33/2880, lettre de l'ambassadeur britannique à Paris au PUS, 27 février 1976.

30 *Ibid.*

31 Le traité prévoit des entretiens entre chefs de gouvernement deux fois par an, des entretiens entre ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Éducation tous les trois mois et entre directeurs de cabinet tous les deux mois.

32 NA/FCO 33/2880, lettre de l'ambassadeur britannique à Paris au PUS, 27 février 1976

33 NA/FCO 33/2876, WED, 10 mai 1976.

L'expérience allemande nous montre que les consultations ministérielles régulières sont importantes pour capitaliser sur un terrain d'entente. De tels contacts diminueraient le risque de désaccords et de malentendus. C'est sûrement une idée à laquelle vous avez pensé lorsque vous étiez ministre des Affaires étrangères. Un arrangement de cette sorte pourrait être formalisé dans une courte *déclaration politique* telle que celle jointe à cette lettre³⁴.

Ce texte prévoit une réunion annuelle entre chefs d'État et de gouvernement, et au moins une réunion par an entre ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur et des Finances. Au cours du mois de mai, cette proposition circule dans les départements et reçoit l'approbation des ministères concernés par les réunions régulières entre ministres. Le secrétaire de cabinet du Premier ministre, Sir John Hunt, prépare un dossier pour le Premier ministre rappelant l'importance de la visite d'État au regard de la faiblesse des contacts bilatéraux, lui soumettant les objectifs français et britannique de la visite et précisant le déroulement des opérations concernant le projet de sommet : « Nous devrions nous débrouiller pour que la visite se conclue par un engagement concret de créer des relations plus proches et régulières [...]. Vous pourriez joindre une déclaration³⁵. » Le Premier ministre valide le projet de déclaration de Crosland, en apportant juste quelques modifications³⁶. Le 21 mai, Michael Palliser écrit à l'ambassadeur britannique à Paris Henderson pour l'informer des avancées réalisées et lui indiquer la marche à suivre pour la suite du projet :

Nous avons avancé sur l'idée d'une déclaration politique : le ministre des Affaires étrangères est OK, de même que le Premier ministre. Il faut que nous préparions le terrain avant la visite d'État. Votre suggestion d'en parler au secrétaire général de l'Élysée me semble être la meilleure chose à faire. D'accord pour que vous en parliez avec lui la semaine prochaine. Parallèlement, je pourrai aborder la question moi-même au cours de ma visite à Paris les 1^{er} et 2 juin prochains³⁷.

Comment la proposition britannique va-t-elle être reçue à Paris ? Le 31 mai, Henderson rencontre Pierre-Brossolette et, selon les instructions qu'il a reçues du Foreign Office, soulève l'idée de la déclaration comme conclusion de la visite. La réaction du secrétaire général de l'Élysée « a été de dire que ce n'était

34 NA/FCO 33/2882, Crosland à Callaghan, 18 mai 1976, déclaration politique (annexe 3, p. 319-321).

35 NA/FCO 33/2882, Sir John Hunt, Ref.A01898.

36 NA/FCO 33/2882, Patrick Wright, 20 mai 1976. Les modifications concernent la suppression des trois premières lignes rappelant le résultat du référendum du 6 juin 1975 sur l'appartenance à la CEE, et le remplacement du mot *concertation* par *discussion*.

37 NA/FCO 33/2882, Palliser à Henderson, télégramme n° 252, 21 mai 1976.

pas habituel pour des visites d'État de se faire remarquer par des communiqués et des déclarations³⁸ », ce ne paraît pas très encourageant. On devine ici la dissymétrie des attentes côté français et côté britannique, l'aspect exceptionnel de la visite étant justement recherché par les Britanniques. Pierre-Brossolette se réjouit ensuite que les Britanniques ne suggèrent pas « des réunions institutionnelles telles que celles établies par le traité franco-allemand », confirmant ainsi le bien-fondé des réflexions britanniques sur la question. Mais il est d'accord avec les arguments de l'ambassadeur selon lesquels « il n'est pas satisfaisant que les relations entre Londres et Bonn et entre Paris et Bonn soient beaucoup plus intimes que celles entre Londres et Paris et que les intérêts respectifs des deux pays en souffrent³⁹ ». Pierre-Brossolette ajoute d'ailleurs : « Wilson a essayé de faire une ouverture. Il serait utile que Callaghan téléphone au président de temps en temps. Ce n'est pas bon qu'il attende juste que le président lui téléphone. » Il dit qu'il prend note de l'idée britannique d'une déclaration et qu'il va préparer un compte-rendu sur le sujet pour le président, qui donnera sa réponse dès que possible. Le 2 juin, le chef de la diplomatie britannique rencontre à Paris le secrétaire général du Quai d'Orsay, Geoffroy de Courcel, et le ministre des Affaires étrangères, Jean Sauvagnargues. Les positions françaises sont de nouveau mitigées : d'après Sauvagnargues, la déclaration commune censée clôturer la visite constitue une idée intéressante mais il émet deux réserves. La première concerne la réaction des petits pays de la Communauté face à la déclaration. Ces derniers pourraient croire qu'il s'agit de la première étape d'un processus visant à mettre en place un directoire des trois pays les plus importants de la Communauté. D'autre part, le ministre ne veut pas que cet arrangement devienne trop formel, à l'image de l'accord franco-allemand qui « existe pour des raisons historiques particulières », tandis que « les relations entre la France et la Grande-Bretagne sont d'un autre ordre »⁴⁰. Au cours de son entretien avec le chef de la diplomatie britannique, Courcel quant à lui prend position pour un simple communiqué à la presse. Les Britanniques se montrent inquiets des réactions françaises à la lecture du projet de déclaration. Sa formulation pourrait heurter les Français à cause de la référence au schéma communautaire. On peut ici apprécier les séquelles qu'ont pu laisser chez les diplomates l'affaire Soames. « Éviter les malentendus » est une formule qui revient comme un leitmotiv dans les archives britanniques et l'on craint ici que les Français ne voient la déclaration comme un moyen d'instrumentaliser l'Europe. Le terme de directoire avait d'ailleurs été utilisé

38 NA/FCO 33/2882, Henderson à Palliser, 31 mai 1976.

39 *Ibid.*

40 NA/FCO 33/2883, note de James, 3 juin 1976.

par les Britanniques en 1969 pour piéger le général de Gaulle, accusé d'avoir proposé au gouvernement britannique de « remplacer la CEE par une communauté franco-anglo-italo-allemande d'orientation antiaméricaine dans le but de démanteler ensuite l'OTAN⁴¹ ». Pour éviter un refus de la France, il faut donc manœuvrer habilement : les Britanniques estiment qu'ils gagneraient « à regarder l'accord franco-allemand pour voir s'il y a un langage de nature plus bilatérale qui [leur] donnerait des idées au cas où les Français n'aimeraient pas le brouillon actuel approuvé par le Premier ministre⁴² ». Ils essaient toutefois de ne pas trop investir dans cette affaire afin de ne pas « monter quelque chose qui pourrait constituer une brouille entre [les] deux pays⁴³ » : la prudence est de rigueur. Il est prévu que l'ambassadeur donne au président français la dernière ébauche de la déclaration au cours de leur entrevue du 11 juin. Henderson met en garde le Foreign Office de « ne pas croiser le fer entre le Quai et l'Élysée ». En effet, le 4 juin, il a reçu un appel de Pierre-Brossolette pour lui faire savoir que le président était d'accord avec la proposition britannique mais qu'il ne voulait pas d'autres discussions là-dessus, « surtout pas avec le Quai⁴⁴ ». Pierre-Brossolette a demandé à Courcel de stopper toute activité sur ce plan. Henderson s'inquiète des fuites éventuelles, étant donné que Palliser et Courcel ont déjà évoqué le sujet lorsqu'ils se sont rencontrés le 2 juin et que le Quai est donc parfaitement au courant du projet. Les Britanniques sont donc très discrets, soucieux de respecter le vœu du président, pour mener à bien leur projet. Ainsi, lorsque l'ambassadeur français à Londres vient voir Palliser le 9 juin pour lui soutirer des informations, ce dernier reste allusif : « Beaumarchais est venu me demander de parler de ma visite à Paris et de mon entretien avec Courcel le 2 juin. Il m'a demandé si l'on avait évoqué la déclaration et quelles conclusions nous en avons tirées. Je suis resté prudent ; j'ai juste dit que nos échanges avec Courcel et Brossolette avaient été courts⁴⁵. » Enfin, le 11 juin, Henderson rencontre le président. Il est d'emblée question de la déclaration : comment la présenter ? Le président demande conseil à l'ambassadeur : doit-il en parler dans son discours au Parlement le 23 juin ? Henderson lui suggère « d'exprimer son souhait général, en tant que président français, qu'il y ait des relations plus étroites entre [les] deux pays au plus haut niveau, puis de continuer en disant que ceci ferait l'objet de discussions avec le Premier ministre⁴⁶ ». Il suffit dès lors de mettre

41 Article du *Messaggero* cité par Claire Sanderson dans *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique* (Paris, Publication de la Sorbonne, 2012, p. 161).

42 NA/FCO 33/2883, note de James, 3 juin 1976.

43 *Ibid.*

44 *Ibid.*

45 NA/FCO 33/2883, Beaumarchais-Palliser, 9 juin 1976.

46 NA/FCO 33/2883, Henderson, télégramme n° 580, 11 juin 1976.

en place les derniers détails pratiques : « Il est temps de proposer aux Français un calendrier ; l'agenda du 22 juin pour le tête-à-tête entre James Callaghan et Valéry Giscard d'Estaing comprendra deux parties, l'une consacrée au renforcement des relations bilatérales, l'autre aux discussions préliminaires sur les questions communautaires⁴⁷. » L'intitulé a été choisi de manière à respecter le souhait de discrétion du président : le thème « renforcer les relations » comporte bien la discussion sur la déclaration, qui ne doit pas être préparée en amont, et il est estimé que « le tête-à-tête est le meilleur moment pour poursuivre le sujet⁴⁸ ». Le Premier ministre remettra alors une copie de la déclaration au président. Le Foreign Office s'interroge sur l'opportunité d'inclure le Premier ministre français dans la déclaration. En effet, Jacques Chirac se montre très actif au plan diplomatique et les Britanniques ont remarqué des « signes indiquant la volonté de Chirac de jouer un rôle plus important dans les relations franco-britanniques ». Ils notent d'ailleurs qu'« il peut y avoir intérêt à développer des contacts avec celui qui peut devenir le futur président⁴⁹ ». Cependant, cette idée est vite écartée, eu égard au « domaine réservé » du président : « Il est dans l'intérêt britannique que le président continue à être l'interlocuteur principal du Premier ministre britannique. La rivalité entre Chirac et Giscard doit être gardée en tête⁵⁰. » C'est donc le 22 juin que Callaghan remet la déclaration au président. Ce dernier se déclare satisfait de cette initiative et propose quelques modifications sur trois points : les Français suggèrent tout d'abord que, lors des réunions annuelles entre le Premier ministre et le président, ils soient accompagnés par leurs principaux ministres, alors que les Britanniques avaient en tête des réunions séparées pour ces ministres. Le deuxième point concerne le calendrier : les Français proposent que les réunions entre ministres soient « périodiques » plutôt qu'« annuelles ». Enfin, les Français ne mentionnent pas de rencontres entre les ministres de l'Intérieur⁵¹. Le 23 juin, la réunion s'ouvre sur la discussion au sujet de la déclaration, qui prend le nom de « déclaration commune ». Callaghan dit qu'il est très heureux d'accepter la nouvelle déclaration française mais suggère deux changements mineurs : il préfère le terme de « pays » à celui de « gouvernements », afin d'inscrire la relation franco-britannique dans la durée. D'autre part, il souhaite réinsérer dans le texte la mention des ministres de l'Intérieur. Le président français accepte les modifications et l'on se met d'accord pour officialiser la déclaration en fin de

47 NA/FCO 33/2883, Goodall, WED, 14 juin 1976.

48 *Ibid.*

49 NA/FCO 33/2885, note du NA/FCO, 18 juin 1976.

50 *Ibid.*

51 NA/FCO 33/2885, note du secrétaire privé Weston, 23 juin 1976.

journée⁵². La réunion prévoit également que le premier sommet aura lieu fin octobre début novembre, les critères retenus étant ceux du sommet franco-allemand et du Conseil européen⁵³. Le sommet devra se tenir peu avant le Conseil européen, suggère le président français. Cette exigence reflète le lien entre le cadre bilatéral et le cadre communautaire, l'un ne fonctionnant pas sans l'autre.

Les Britanniques en position de demandeurs dans la relation franco-britannique

Les Britanniques ont ainsi réussi à donner au cadre bilatéral une véritable assise, même si ce cadre est moins formel et structuré que le schéma franco-allemand établi par le traité de l'Élysée. Ce modèle devait aussi inspirer les Britanniques dans un autre domaine. Toujours dans la perspective de donner un maximum d'importance à la visite d'État, un autre projet est lancé. L'objectif est d'instaurer une conférence franco-britannique annuelle, sur le modèle de celle qui existe entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et d'en faire l'annonce en même temps que la déclaration. L'ambassade britannique à Paris propose ainsi une conférence de type « Königswinter⁵⁴ ». Il s'agit, selon ce schéma, de réunir environ soixante-dix personnalités, hommes politiques, diplomates, chefs d'entreprise, universitaires et journalistes, sur un thème assez général permettant un échange d'idées, une meilleure connaissance mutuelle et visant à créer des liens. Les Britanniques, toujours soucieux de ménager les susceptibilités françaises, se gardent de mettre en avant le modèle franco-allemand et s'assurent qu'ils « ne feront pas le parallèle avec Königswinter, ni officiellement ni en privé, au cours des entretiens avec le président français⁵⁵ ». Comme dans le dispositif de Königswinter, l'accent est mis sur l'Europe : la dimension européenne, au cœur des motivations britanniques depuis l'adhésion à la CEE, est ici aussi au premier plan. De même que les conférences de Königswinter visent à promouvoir les relations germano-britanniques dans le cadre européen, de même celles prévues par les Britanniques doivent-elles permettre de « revoir les relations franco-britanniques sous l'angle européen, tant sur les plans diplomatique qu'industriel, économique, culturel et social⁵⁶ ». Il est prévu que la première réunion ait lieu dans le sillage du voyage officiel de Valéry Giscard d'Estaing afin

52 NA/FCO 33/2885, compte-rendu de la réunion du 23 juin.

53 Voir annexe 4.

54 La conférence de Königswinter a été créée en 1950 pour promouvoir les relations entre la Grande-Bretagne et la RFA. Dans ses débuts, elle se tient une fois par an pendant deux jours dans la station thermale près de Bonn puis, à partir de 1975, alternativement en Grande-Bretagne et en RFA.

55 NA/FCO 33/2879, note de John de Courcy Ling, conseiller à l'ambassade britannique à Paris, 9 février 1976.

56 *Ibid.*

de profiter de l'impulsion donnée aux relations entre les deux pays. L'ambassade britannique envisage de confier l'organisation de ces conférences au Conseil franco-britannique, « organisation la mieux placée pour faire progresser cette idée » puisqu'ayant été créé « suite à la visite de la reine en 1972 pour être un forum de discussions pour les élites de France et de Grande-Bretagne »⁵⁷. L'origine de cette organisation d'ailleurs est européenne. En effet, le Conseil est issu d'un comité informel formé en 1967 sur une initiative de Maurice Edelman⁵⁸ et avec l'approbation de Wilson, pour essayer de faire passer le point de vue britannique auprès de figures influentes dans les médias et l'*establishment* français, dans l'espoir d'éviter un autre veto français. L'Europe est donc déjà au premier plan des préoccupations britanniques, et le rapprochement avec la France apparaît déjà comme un moyen de se rapprocher de l'Europe. Les attentes britanniques ne sont donc pas les mêmes que les attentes françaises à l'égard du futur Conseil franco-britannique. Cette divergence apparaît bien tout au long de la gestation du projet. Lorsqu'Edward Heath vient à Paris en mai 1971 pour rencontrer Georges Pompidou, les deux hommes tombent d'accord sur la nécessité de créer un organisme non gouvernemental pour organiser des séminaires et des colloques afin de renforcer les relations franco-britanniques. Un groupe de travail est mis en place sous la direction du sous-secrétaire d'État du Foreign Office, Thomas Brimelow et du directeur général des affaires culturelles du Quai d'Orsay, Pierre Laurent. Les attentes diffèrent chez les protagonistes : alors que Pierre Laurent attache une grande importance aux questions culturelles et d'éducation, telles que les échanges de professeurs ou les cours de bilinguisme pour les fonctionnaires, le Foreign Office a des vues beaucoup plus larges, qui reflètent les ambitions britanniques. Les Britanniques sont conscients des enjeux liés à leur adhésion à la Communauté européenne. La dimension bilatérale ne fonctionne pas sans la dimension européenne. La réussite de l'adhésion dépendra d'une bonne relation avec la France, aussi bien au niveau gouvernemental que non gouvernemental. Cette dissymétrie se devine dès la création du Conseil avec la question du financement : Pompidou est favorable à un financement grâce à des fonds privés alors que les Britanniques craignent que ce soit compliqué et que cela ne conduise à un échec. Finalement, les gouvernements décident de subventionner le Conseil et, depuis 1973-1974, la section britannique reçoit aussi une subvention d'un fonds européen pour les échanges culturels. La question du financement resurgit à l'occasion de la visite d'État. Les Britanniques veulent marquer le coup et mettre à l'honneur

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Maurice Edelman, membre du Labour et francophile réputé sera le premier président du Conseil franco-britannique jusqu'à sa mort en 1975.

le Conseil à cette occasion, en créant un parallèle avec 1972 : la création du « Comité d'initiative franco-britannique⁵⁹ » avait été annoncée par un communiqué officiel durant la visite de la reine à Paris, le 16 mai 1972. Les Britanniques s'inquiètent du renouvellement de la subvention après la mort du premier directeur, Maurice Edelman, en 1975 : « La subvention du Foreign Office doit absolument continuer. Le Trésor répugne à s'engager sur deux ans mais ce serait très bien venu qu'il le fasse. Ce conseil ayant été créé au cours de la visite de la reine en 1972, il serait particulièrement approprié que nous puissions annoncer que nous poursuivons la subvention lors de la visite de Valéry Giscard d'Estaing en juin⁶⁰. » Peu avant la visite, le gouvernement britannique donne son accord pour que le Foreign Office renouvelle sa subvention pour deux ans⁶¹. Les Britanniques veulent montrer aux Français qu'ils sont soucieux d'améliorer les relations franco-britanniques à tout prix. Le Foreign Office donne des consignes dans ce sens au chef de la diplomatie britannique qui doit rencontrer le secrétaire général du Quai d'Orsay le 4 juin : « Il faudra parler du renouvellement de la subvention pour deux ans, cela nous donnerait un avantage sur la France car en France le budget ne peut être voté que pour un an. Il faut montrer aux Français que, malgré la période de restrictions budgétaires, nous avons réussi à convaincre le Trésor⁶². » En revanche, le projet de conférence annuelle ne peut aboutir en 1976. L'idée reste en l'air et resurgira à de nombreuses reprises, toujours sous l'impulsion des Britanniques qui cherchent à convaincre les Français de l'utilité d'une telle structure. La France est donc bien la clé de la politique étrangère britannique, d'où la position de « demandeurs » occupée par les Britanniques tout au long des années 1970. Au cours de la préparation de la visite d'État, le Foreign Office encourage vivement le Conseil franco-britannique et s'investit à ses côtés. Il a invité Lord Duncan-Sandys et Robin Johnstone, président et secrétaire honoraire de la branche londonienne du Conseil, au banquet d'État à Buckingham Palace et au dîner au Guildhall. Le Foreign Office se réjouit des progrès réalisés par le Conseil sous la présidence de Maurice Edelman et reconnaît les qualités du nouveau directeur, le Français Pierre Billecocq. Ce dernier est né en Grande-Bretagne ; son père a été consul général en Angleterre. En tant que ministre des Transports, il a promu l'idée du tunnel sous la Manche. À l'inverse, les Français accordent peu d'importance à cet organisme. Les archives y font peu allusion et le Foreign Office souligne le

59 Rebaptisé « Franco-British Council » au cours de la première réunion commune des deux sections, le 4 novembre 1972 à Paris.

60 NA/FCO 33/2882, note de Crowe, Planning Staff, 21 mai 1976.

61 20 000 livres par an pour 1977-1978 et 1978-1979. NA/FCO 33/2884, note de Goodall, 15 juin 1976.

62 NA/FCO 33/2885, Goodall, 23 juin 1976.

peu de cas qui en est fait par les Français. Sauvagnargues, par exemple, connaît le Conseil franco-britannique mais « y accorde peu d'importance, même si Courcel est son vieil ami⁶³ ». De même, alors que le président français garde un souvenir vivace de l'organisation du voyage officiel, il ne se souvient pas d'un rôle quelconque que le Conseil aurait pu jouer alors, ou d'espoirs fondés sur lui en 1976⁶⁴. Ainsi, l'importance accordée à cet organisme par les Britanniques reflète bien leurs attentes supérieures dans le cadre bilatéral, levier pour leurs relations dans le cadre communautaire.

La visite d'État : regards croisés

120

Comment le voyage officiel est-il perçu en France et en Grande-Bretagne ? La presse française est unanime pour reconnaître le caractère exceptionnel de la visite d'État ; la couverture de l'événement est significative. Une centaine de journalistes ont accompagné le président. L'ambassadeur britannique à Paris relève que « les médias français ont bien couvert la visite, plus que toutes les autres visites du président à l'étranger⁶⁵ ». Tous les journaux en font leur première page et des dossiers entiers y sont consacrés⁶⁶. Les titres insistent sur son caractère historique et les expressions utilisées pour la caractériser sont révélatrices : « La détente cordiale », « Le triangle Paris-Bonn-Londres », « Le tournant franco-anglais », « L'entente cordiale à l'heure européenne », « Les relations franco-britanniques entrent dans une nouvelle phase », « Une nouvelle impulsion donnée aux relations franco-britanniques »⁶⁷. Quelques réserves sont émises cependant par certains journalistes. *Le Nouvel Observateur* par exemple conclut dans son numéro spécial sur la visite que « le président de la République a su planter le décor d'une véritable entente franco-britannique mais la pièce reste à écrire⁶⁸ ». *Le Figaro* relève en outre les divergences entre Français et Britanniques sur le sens accordé au cadre bilatéral et souligne la conception différente des sommets : « Il semble que chez les Français on attache un peu plus d'importance à l'établissement de relations bilatérales étroites et confiantes entre les deux pays, alors que les Britanniques préfèrent insister sur l'aspect européen de la visite⁶⁹. » La presse britannique est très enthousiaste : elle approuve sans réserve la teneur du communiqué commun publié à l'issue

63 NA/FCO 33/3938, Gladstone, note du 26 avril 1979. Geoffroy de Courcel est président de la section française en 1978.

64 Entretien avec Valéry Giscard d'Estaing, 20 septembre 2012 (annexe 1, p. 310-311).

65 NA/FCO 33/2886, note de Henderson pour Crosland, 7 juillet 1976.

66 *L'Express*, 28 juin-4 juillet 1976.

67 NA/FCO 33/2886, articles des journaux *Le Point*, *L'Express*, *Le Républicain lorrain*, *Ouest-France*, *La Voix du Nord*, *Le Figaro*.

68 *Ibid.*, *Le Nouvel Observateur*, 28 juin-4 juillet 1976.

69 ADMAE, carton 384, *Le Figaro*, 23 juin 1976, article de R. de Suzannet et D. Norman.

des entretiens entre le président français et le Premier ministre britannique. Annoncée en première page du *Times*, du *Guardian* et du *Financial Times*, « la nouvelle entente cordiale », ainsi que l'ensemble des observateurs la mettent en valeur, est le plus souvent présentée comme une initiative significative du président qui donne à cette visite officielle une dimension nouvelle. Le *Financial Times* estime que la décision de créer des rencontres annuelles préfigure une ère nouvelle de coopération entre la France et la Grande-Bretagne et annonce la fin d'une époque de suspicion qui a marqué les relations de ces deux pays au cours des dernières années. De même le *Daily Mail* constate que c'est là « la fin de dix années d'incertitudes et de doutes⁷⁰ ». Le discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement est largement repris par la presse qui, du *Daily Express* au *Financial Times*, comme à la BBC, a été sensible au fait qu'une grande partie a été prononcée dans un anglais « excellent, impeccable ». Le *Daily Telegraph* est le seul quotidien à ne pas mettre en valeur dans son titre de première page « la nouvelle entente ». S'il choisit de faire son titre sur le différend qui existe entre France et Grande-Bretagne sur les sièges au Parlement européen (« L'orage se prépare »), le quotidien conservateur n'en souligne pas moins qu'en dépit de ces divergences, on peut s'attendre à ce que la France fasse des concessions substantielles au prochain Conseil européen au mois de juillet. Le *Guardian* se félicite que le stade des déclarations officielles semble se concrétiser : « Giscard était conscient du fait que l'étiquette de visionnaire avait été posée sur son nom avant même le début de sa visite. Il a rencontré quelques difficultés au cours de ses entretiens privés avec Callaghan et les ministres de son cabinet pour les convaincre que son objectif était d'agir, non de parler⁷¹. » L'éditorial du *Times* émet quelques réserves à cause des intérêts entre les deux pays qui « continueront de s'opposer sur des problèmes tels que l'agriculture, la pêche, l'énergie et même, pendant quelque temps, les élections directes au Parlement européen ». Il convient de rester lucide, mais les espoirs placés dans le nouveau schéma de relations sont grands : « une relation triangulaire », qui s'établirait entre France, Allemagne et Grande-Bretagne et qui donnerait à la Communauté « l'assise la plus large possible », est appelée des vœux du *Times*, qui note pour conclure que « Giscard souhaite sincèrement le démarrage d'une nouvelle phase dans les relations franco-britanniques⁷². »

70 *Ibid.*

71 ADMAE, carton 384, revue de la presse britannique du 24 juin transmise par l'ambassadeur de France à Londres.

72 *Ibid.*

Créés lors de la conférence de Paris les 9 et 10 décembre 1974 par Valéry Giscard d'Estaing, les Conseils européens représentent un instrument diplomatique et intergouvernemental non institutionnalisé. Les chefs de gouvernement des Neuf confirment alors leur volonté de se réunir, en compagnie des ministres des Affaires étrangères, trois fois par an, et chaque fois que nécessaire. Cette structure traduit l'implication personnelle des chefs d'État et de gouvernement dans la construction européenne en ce qu'ils se voient reconnaître un rôle d'impulsion, de coordination et d'arbitrage dans les grandes orientations de la construction européenne et de la coopération politique entre les États membres. L'organisation spécifique du Conseil européen correspond à deux objectifs : préserver un caractère informel et impliquer personnellement ses membres. La politique européenne doit être favorisée par une discussion en toute liberté et intimité. Ajoutée à cette organisation, la composition restreinte reflète la conception giscardienne de l'exercice du pouvoir, au sommet, en comité réduit, qui caractérise aussi le sommet franco-britannique. Le renforcement de la dimension intergouvernementale, recherchée par le président français, fait le jeu des Britanniques à un moment où ces derniers ont un besoin urgent de l'Europe, donc de la France, pour affronter la crise économique. Le témoignage de James Callaghan, ministre des Affaires étrangères lors du sommet de Paris en décembre 1974, confirme l'importance de cette structure pour l'évolution des relations interétatiques et communautaires. Il souligne le caractère informel des entretiens qui « pouvaient porter sur n'importe quel sujet ». Les échanges après le dîner notamment sont particulièrement intéressants et irremplaçables : « Je ne pourrai trop insister sur l'aspect informel : il n'y avait ni président, ni agenda, ni débat formel. Des boissons circulaient de temps en temps et il arrivait que quelqu'un s'assoupisse du fait d'une conversation un peu longue ou ennuyeuse. Les échanges nous permettaient d'avoir un aperçu des idées de chacun et de profiter de leur expérience et de leurs relations⁷³. » Le récit du ministre permet de mesurer l'impact de cette structure sur l'ensemble de l'architecture des relations internationales. Ce type de sommets, qui deviennent Conseils européens l'année suivante, constituent bien un élément déterminant de la politique étrangère, non seulement au plan européen mais au plan international : « Il s'agissait d'une arène à laquelle Harold Wilson et moi-même pouvions participer sans les réserves et inhibitions dues à notre politique de renégociation et qui contribuait à la formation de la politique

73 James Callaghan, *Time and Chance*, London, Politico's Publishing Co., 2006., p. 317.

étrangère britannique⁷⁴ » écrira Callaghan. Ce dernier donne un exemple précis de l'utilité du sommet comme élément clé dans la formulation des politiques et le processus de prise de décisions à toutes les échelles :

Schmidt, après le dîner, s'est lancé devant les autres chefs de gouvernement dans un exposé spontané sur ses conversations à Washington avec le président Ford, tout en y mêlant ses impressions concernant la scène politique américaine. Ses commentaires étaient plus révélateurs que n'importe quel compte-rendu officiel et nous permettaient de mettre au point la stratégie que le président français pourrait adopter lors de sa visite prochaine aux États-Unis [...]. Un consensus a commencé à émerger : Giscard devrait encourager le président Ford à coordonner les politiques économiques américaines avec les politiques communautaires dans un effort commun pour lutter contre les effets du choc pétrolier sur l'inflation et le chômage. De toute évidence, il n'y avait pas de volonté au départ de donner de telles instructions au président français mais, connaissant maintenant les vues de ses alliés européens, ce dernier sera mieux armé pour mener les discussions avec Ford⁷⁵.

Le fonctionnement des Conseils européens peut être mis en parallèle avec celui des sommets franco-britanniques. Le président français exprime le souhait de conserver aux sommets franco-britanniques leur caractère informel. Il privilégie les conversations à « caractère privé », « en tête à tête ». Les Britanniques exploitent au maximum ce schéma cher au président français et qui caractérise notamment sa relation avec le chancelier allemand. Le Quai d'Orsay relève par exemple cette stratégie britannique à l'issue du sommet de Chequers en 1977 : « Côté britannique, on accentue le caractère informel, voire privé, des conversations de Chequers. Au centre de presse organisé par le gouvernement près de Chequers, il n'y avait que très peu de représentants de la presse britannique, en face des cinquante journalistes français⁷⁶. » Le président français ne veut pas que les sommets soient régis par un agenda ; il préfère la notion de « thèmes », plus souple. Les Britanniques, soucieux de se plier aux désirs du président français, le rappellent régulièrement lors de la préparation des sommets : « Nous savons que Giscard préfère avoir des thèmes de discussion plutôt que des chapitres précis sur un agenda⁷⁷. »

Dans les sommets franco-britanniques, comme dans les Conseils européens, on peut identifier deux temps, un temps à caractère privé et un temps à caractère public. La partie la plus importante aux yeux du président français, et donc

74 *Ibid.*

75 *Ibid.*

76 ADMAE, carton 4449, sommet franco-britannique de Chequers, 12-13 décembre 1977.

77 NA/FCO 30/3510, note de Sir John Hunt, Cabinet Office, 9 novembre 1977.

pour les Britanniques, est caractérisée par l'intimité, la relation personnelle, les tractations qui doivent rester dans le secret. Le modèle proposé à l'origine par Gabriel Robin traduit bien les conceptions similaires entre les deux structures de concertation :

Il convient de diviser les sommets européens en deux parties : une première journée dépourvue d'ordre du jour et se déroulant de façon très libre et informelle à l'écart de toute publicité ; et une deuxième journée, où la participation serait élargie aux ministres des Affaires étrangères et éventuellement à la Commission, qui traiterait de thèmes convenus à l'avance, en vue d'aboutir à des orientations et qui fournirait la matière du communiqué final. Cette deuxième journée, en concentrant sur elle l'attention du public, aurait même l'avantage de fournir un écran derrière lequel les chefs d'État et de gouvernement pourraient, au cours de la première journée, s'entretenir de façon libre et intime⁷⁸.

124

Une même conception facilite le lien entre les deux structures. Français et Britanniques l'exploitent au mieux. Il n'est pas anodin que la mise en place des sommets ait lieu à la suite de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE. Le texte de la déclaration, très court, fait lui-même référence par deux fois à la Communauté : « Rappelant que l'appartenance de leurs deux pays à la même Communauté européenne crée entre eux de nouveaux liens [...] ». Cette première référence illustre la corrélation entre les deux cadres, bilatéral et européen. Le texte précise ensuite l'objectif des sommets, à savoir « discuter des relations entre leurs deux pays ainsi que des problèmes d'intérêt commun, notamment ceux qui découlent de leur appartenance à la CEE⁷⁹ ». Les discours du président français au cours de la visite traduisent également le poids de l'Europe dans la relation bilatérale. Le discours pour la reine le 22 juin à Buckingham Palace met en relief le rôle de l'Europe dans l'histoire des deux pays :

À mesure que prend forme le monde nouveau que la Grande-Bretagne et la France ont largement contribué à faire naître, leurs vocations tendent à se ressembler. L'ancienneté de leur existence nationale, l'expérience accumulée sur tous les continents, l'audience qu'elles ont conservée auprès de peuples amis les conduisent à jouer un rôle modérateur dans l'évolution pacifique du monde. Mais c'est en Europe que leurs routes se croisent à nouveau⁸⁰.

De même, le discours prononcé devant la Chambre des lords le 23 juin rappelle le rôle de la construction européenne et son impact sur les relations bilatérales :

78 Éric Bussière & Émilie Willaert, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010, p. 400.

79 Annexe 3, p. 320.

80 5 AG 3, carton 995, discours de Valéry Giscard d'Estaing à Buckingham Palace, 22 juin 1976.

« Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois de notre histoire, à une même institution, la CEE. Au sein de la Communauté, nous devons développer nos relations bilatérales⁸¹. » Au Guildhall, le 24 juin, Valéry Giscard d'Estaing insiste à nouveau sur le lien entre l'adhésion britannique et le renforcement du cadre bilatéral : « Une nouvelle coopération franco-britannique, dans une perspective européenne, est née [...]. L'entrée du Royaume-Uni dans la CEE n'a pas seulement renforcé la coordination de nos politiques internationales, elle a avant tout donné à nos relations bilatérales une importance nouvelle dont nous nous félicitons⁸². » Cette interdépendance entre les deux cadres prend d'autant plus de relief que la dimension européenne constitue une priorité de la politique étrangère du président français. On peut ainsi mettre en parallèle la mise en place des Conseils européens et celle des sommets franco-britanniques en tant que structures de concertation favorisant la réflexion et la prise de décision au plus haut niveau et en cercle restreint⁸³. Avec l'initiative des sommets, les Britanniques suivent le modèle giscardien de diplomatie personnelle, signe d'une bonne connaissance de la politique étrangère française et de leur volonté de rester dans la course à tout prix. Le président français « récupère » quant à lui les sommets au service de la cause européenne, d'où son exigence de calendrier : le président demande à ce que les sommets franco-britanniques précèdent les Conseils européens.

Le premier sommet franco-britannique

L'examen du premier sommet qui se tient à Rambouillet en France, les 11 et 12 novembre 1976, permet d'observer l'insertion du cadre bilatéral dans la dimension européenne : les objectifs français et britanniques sont fixés par rapport au dernier Conseil européen de Rome de décembre 1975 et dans la perspective du prochain Conseil européen de décembre 1976. Ce sommet est particulièrement important parce qu'il inaugure le nouveau schéma bilatéral. Les Britanniques veulent s'assurer du succès de cette réunion et indiquent qu'il en va de même pour le président français « puisqu'il a présenté la déclaration comme venant de lui-même⁸⁴ ».

La question de l'énergie illustre l'insertion du bilatéral dans le communautaire : au CE de Rome un accord semblait avoir été trouvé sur le prix minimum de sauvegarde du pétrole, prix plancher permettant de garantir la rentabilité des investissements pétroliers en mer du Nord. Lors du sommet de Rambouillet, les Britanniques veulent s'assurer le soutien des Français en vue de faire accepter ce

81 5 AG 3, carton 995, discours de Valéry Giscard d'Estaing, 23 juin 1976.

82 5 AG 3, carton 995, discours de Valéry Giscard d'Estaing au Guildhall, 24 juin 1976.

83 Voir annexe 4, p. 328.

84 NA/FCO 33/2893, visite du Premier ministre en France, 11-12 novembre 1976.

prix par le prochain CE : « Callaghan voudra sûrement aborder la question de la politique commune de l'énergie. Le Royaume-Uni demandera que la France accepte le prix minimum de sauvegarde⁸⁵. » Les questions communautaires occupent une place importante dans l'agenda des entretiens. À la question de l'énergie s'ajoutent celles de la politique agricole commune, de la pêche et des rapports entre la CEE et le Japon. Il s'agit si possible de préparer des positions communes dans la perspective du prochain CE. La corrélation entre le schéma bilatéral et le schéma communautaire apparaît dans le rapport du Foreign Office pour préparer le sommet de Rambouillet. Concernant les relations entre la CEE et le Japon et pour lutter contre le déséquilibre des échanges au profit du Japon, le Foreign Office note que « le Premier ministre voudra essayer de mettre en place une déclaration qui pourra ensuite être publiée lors du CE ». Pour cela, l'appui de la France est jugé crucial, renforçant leurs chances de faire accepter la déclaration lors du CE⁸⁶. Cependant, on est conscient à Paris comme à Londres que le sommet ne peut régler seul des questions si délicates qui, de plus, relèvent de la Communauté. Il s'agit plutôt de créer une ambiance favorable entre les dirigeants des deux pays, un climat propice aux discussions. Ainsi, Michael Palliser se montre réaliste à l'issue des entretiens : « Des réunions de ce genre sont rarement des occasions pour prendre des décisions : leur valeur repose sur l'assurance de s'entendre et de se comprendre, ce qui est impossible lors des réunions multilatérales, où l'apparence de la familiarité peut être décevante. La réunion de Rambouillet a en plus apporté la preuve que le rapport établi lors de la visite d'État n'a pas été qu'un feu de paille⁸⁷. » Palliser confirme ici le rôle de relais entre les différentes échelles de discussions que peut jouer le sommet bilatéral.

Si les Britanniques insistent sur le contact personnel et souhaitent renforcer les relations au plus haut niveau avec les Français, c'est dans une perspective européenne. En effet, en Grande-Bretagne, la France est étroitement identifiée à la CEE. Il est donc de l'intérêt des Britanniques de ne pas séparer le cadre bilatéral du cadre communautaire, l'un servant de levier à l'autre. La situation économique de la Grande-Bretagne lui dicte cette stratégie. Elle est en effet contrainte d'entretenir de bonnes relations avec les membres de la Communauté, a « besoin de la solidarité de [ses] partenaires tant que [son] économie est faible », d'autant que « la période limitée au cours de laquelle le pétrole de la mer du Nord [la] protégera d'une vraie crise est peut-être la bonne pour

85 5 AG3, carton 995, dossier du président, entretiens franco-britanniques de Rambouillet, 11-12 novembre 1976.

86 NA/FCO 33/2896, note sur les questions communautaires, 3 novembre 1976.

87 NA/FCO 33/2895, Palliser à Henderson, 23 novembre 1976.

renforcer [ses] relations bilatérales et multilatérales en Europe »⁸⁸. Le Foreign Office se montre très inquiet du déclin britannique en Europe. Étant donné la position centrale qu'occupe la France en Europe et le rôle de meneur que Valéry Giscard d'Estaing s'est attribué à la tête de la CEE, la Grande-Bretagne doit jouer la carte bilatérale pour avoir une chance d'exercer une influence en Europe. Les Britanniques voient dans leurs relations avec la France le reflet de leur poids sur l'Europe et le monde. Ainsi le ministre des Affaires étrangères Lord Carrington fait-il l'amer constat en 1980 que la relation de la Grande-Bretagne avec la France « reflète le déclin de la position politique et économique britannique dans le monde. Comme la Grande-Bretagne est devenue moins importante pour la France, la France est devenue moins importante pour la Grande-Bretagne⁸⁹ ». Cette situation explique la recherche constante chez les Britanniques d'un rapprochement avec la France et la priorité du cadre bilatéral. Elle éclaire leur initiative de créer les sommets franco-britanniques. Un rapport du Planning Staff sur les relations franco-britanniques renforce cette analyse et montre comment la France a utilisé la CEE pour renforcer sa puissance. Il identifie la CEE à la France et en tire la conclusion qu'il faut se rapprocher de la France si l'on veut tirer profit de l'Europe. La France est présentée comme la clé de bonnes relations avec la CEE :

La France peut promouvoir nos intérêts ou les détruire. Elle a une puissance et un moyen d'influence sur la CEE. Il est extrêmement difficile de modifier les politiques communautaires contre les souhaits de la France et presque impossible de lancer une initiative sans elle. La Communauté tend à se développer selon une ligne et un rythme voulus par la France. Plus grande sera l'influence britannique sur la France, plus grande sera notre influence sur la CEE⁹⁰.

Le rapport souligne aussi la position de « demandeurs » des Britanniques par rapport aux Français :

En général, la France a moins besoin de la Grande-Bretagne que l'inverse pour plusieurs raisons : l'économie française est plus puissante ; la France occupe une position centrale dans la CEE ; elle a une relation privilégiée avec l'Allemagne ; des considérations politiques rendent une politique étrangère indépendante souhaitable ; pour beaucoup de Français, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont tout aussi proches que la Grande-Bretagne⁹¹.

88 NA/FCO 46/2187, Marsden à Bullard, 4 novembre 1980.

89 *Ibid.*, rapport du ministre des Affaires étrangères à Sir R. Hibbert.

90 NA/FCO 46/2608, note de Wilkinson, Planning Staff, à Bullard, 9 avril 1981.

91 *Ibid.*

Le sommet de novembre 1979 est jugé particulièrement important par les Britanniques car il précède de peu le CE de Dublin qui doit se prononcer sur une révision de leur contribution au budget communautaire, question prioritaire pour eux. Le sommet apparaît alors bien comme un élément clé de la stratégie du Foreign Office en ce qui concerne l'Europe : « C'est probablement la rencontre bilatérale la plus importante dans notre campagne en vue de préparer une action au conseil de Dublin sur la contribution britannique⁹². » Le Foreign Office prépare soigneusement la conduite des conversations, conscient que le budget ne fait pas partie des priorités du président français et recherchant donc le moyen d'amener ce dernier à prendre en compte cette question malgré tout, prévoyant que « Giscard sera particulièrement intéressé par l'agriculture, l'énergie, peut-être par la pêche et le système monétaire européen⁹³ ». L'énergie semble un terrain pertinent pour des concessions britanniques, « domaine dans lequel même des gestes modestes » de la part des Britanniques « pourraient avoir une valeur disproportionnée pour les Français, à cause de l'importance de cette question pour la France et de la manière dont le gouvernement précédent a joué la partie »⁹⁴. Les objectifs britanniques sont donc fixés dans une perspective précise : « obtenir le consentement français pour une issue favorable pour la Grande-Bretagne sur le budget au CE de Dublin⁹⁵ ». Le cadre bilatéral est par conséquent le lieu privilégié de marchandage (*linkage*⁹⁶) entre les intérêts britanniques et les intérêts français : le terme revient sans cesse sous la plume des diplomates. Le sommet permet d'évaluer au plus haut niveau les possibilités de concessions et de mesurer jusqu'où les dirigeants sont prêts à aller pour trouver un accord. La préparation des sommets est donc l'occasion de recenser les domaines susceptibles de constituer des monnaies d'échange : en 1979, il s'agit de la pêche, de l'énergie et du système monétaire européen :

Giscard et Schmidt ont consacré une énergie personnelle considérable à sa création. Le ministre français des Affaires étrangères a dit à Lord Carrington le 3 septembre que Giscard restait favorable à l'entrée du Royaume-Uni dans le SME. Il est très probable que le Premier ministre sera pressé de préparer, pour Dublin, une déclaration d'intention britannique de rejoindre aussi vite que possible le SME⁹⁷.

92 NA/FCO 30/4118, note du 8 novembre 1979.

93 *Ibid.*

94 NA/FCO 30/4117, Palliser, 11 octobre 1979.

95 *Ibid.*

96 Le terme de *linkage* est fréquent dans les archives britanniques et françaises.

97 *Ibid.*

La monnaie d'échange serait alors que la France adopte une position favorable aux intérêts britanniques sur le budget à Dublin. Le Foreign Office conseille ainsi au Premier ministre de demander au président français si « une telle déclaration ferait une différence substantielle par rapport à l'attitude française concernant le problème [des Britanniques] avec le budget⁹⁸ ». Les notes du Foreign Office sont très précises sur la stratégie à mettre en œuvre dans les entretiens :

Pour la manœuvre dans la discussion communautaire, le Premier ministre pourrait, après une introduction concernant notre attitude générale envers la Communauté, aller droit à la question budgétaire. Elle verrait ainsi comment Giscard répond et quelles questions il soulève. Elle tenterait le coup une deuxième fois sur le budget, soit tout de suite soit plus tard après des discussions sur des questions communautaires plus faciles. Elle exprimerait le regret que l'urgence du problème budgétaire limite l'attention qu'elle pourrait accorder aux questions européennes plus larges⁹⁹.

Les diplomates français recherchent eux aussi des contreparties dans les négociations. Cette stratégie prend une importance croissante sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, eu égard à son engagement européen. Il s'agit le plus souvent de chercher à négocier le soutien des Britanniques ou au moins leur promesse de ne pas contrarier les initiatives du président en faveur de la construction européenne. Cette stratégie explique la pertinence du calendrier rapproché entre sommet franco-britannique et Conseil européen¹⁰⁰. L'emboîtement des échelles accentue la stratégie traditionnelle du marchandage : le calendrier des réunions interétatiques, européennes et mondiales fixe des échéances que les négociateurs doivent respecter pour faire coïncider leurs intérêts dans les différentes enceintes. Lors du sommet de 1978, les objectifs français sont principalement liés à leurs objectifs pour le CE qui se tient une dizaine de jours plus tard. Il s'agit d'obtenir le soutien de la Grande-Bretagne sur le SME. Les Britanniques en sont bien conscients lorsqu'ils notent que « les Français voudront préparer le terrain pour qu'une décision soit prise et annoncée au CE de décembre¹⁰¹ ». Les Français recherchent aussi l'appui britannique sur la proposition de Valéry Giscard d'Estaing de nommer trois sages, pour qu'une décision sur le mandat et la composition de ce comité soit prise au CE. Ces trois hommes seraient chargés de réfléchir aux questions institutionnelles posées par l'élargissement de la CEE. Lors du sommet de 1979, les Britanniques veulent obtenir un soutien de la France pour leur politique en Rhodésie. Les Français

98 *Ibid.*

99 *Ibid.*

100 Voir annexe 4.

101 NA/FCO 33/3465, Henderson, télégramme n° 894, 24 octobre 1978.

sont d'accord s'ils en retirent des avantages par ailleurs : « La Grande-Bretagne veut obtenir une levée des sanctions contre la Rhodésie ; nous pourrions aider à la reconnaissance du nouveau pouvoir en faisant pression sur certains pays d'Afrique et obtenir des contreparties au plan communautaire¹⁰². »

LE « MULTI-BILATÉRALISME¹⁰³ »

Les sommets franco-britanniques à l'échelle mondiale

130

Pour la France comme pour le Royaume-Uni, la dimension européenne ne peut suffire à contenir les ambitions de leur politique étrangère. On peut identifier une grande convergence dans les perspectives de ces pays. Tous deux revendiquent un statut de puissances moyennes particulières, fondées sur de nombreux atouts, avec des responsabilités partagées héritées du règlement de l'après-guerre, qui s'appuient sur un appareil diplomatique surdimensionné et qui possèdent « les mêmes composantes plus immatérielles de l'influence grâce à une aura internationale due aux valeurs de liberté et de démocratie¹⁰⁴ ». Par conséquent, les relations bilatérales ne s'insèrent pas seulement dans le schéma européen même si ce dernier occupe une place particulière, notamment pour la France. On peut s'interroger en effet sur le sens de l'engagement européen de Valéry Giscard d'Estaing : est-ce une « priorité de la politique étrangère du président » ou seulement « une réponse aux impératifs de l'interdépendance »¹⁰⁵ ? Comment le président français parvient-il à concilier ses ambitions mondialistes avec sa priorité européenne ? Le choix du cadre de concertation est déterminant pour résoudre cette contradiction. Si l'on considère la Communauté européenne comme un « multiplicateur » de puissance, la dimension européenne s'intègre bien dans des échelles de concertation élargies. Ces dernières prennent leur modèle de fonctionnement sur celles qui dominent aux plans bilatéral et communautaire, à savoir les sommets franco-britanniques et les Conseils européens. Ce modèle correspond parfaitement aux conceptions de Valéry Giscard d'Estaing puisqu'il reproduit aux différentes échelles le modèle français selon lequel la politique étrangère est traitée au sommet. Comment les relations franco-britanniques fonctionnent-elles dans ce cadre élargi ? On peut parler

102 5 AG 3, carton 996, 15 novembre 1979.

103 Françoise de La Serre, « L'Europe communautaire entre le mondialisme et l'entente franco-allemande », dans Samy Cohen & Marie-Claude Smouts (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1985, p. 107.

104 Françoise de La Serre, Jacques Leruez & Helen Wallace, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990, introduction.

105 Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, op. cit., p. 106-107.

de « multi-bilatéralisme » pour illustrer le fonctionnement initié par Valéry Giscard d'Estaing, « la recherche d'une concertation occidentale dépassant le cadre européen se traduit par l'organisation de divers types de sommets¹⁰⁶ ». Ce multi-bilatéralisme est approfondi avec la Grande-Bretagne du fait des conceptions voisines des deux pays sur les développements institutionnels de la Communauté et sur certains problèmes internationaux. Le sommet des pays industrialisés constitue un exemple caractéristique de cette architecture élaborée par le président français, au-delà du cadre bilatéral et européen. Si l'initiative politique revient communément à ce dernier, l'ouverture des archives des sommets est venue remettre en question cette paternité. Il s'agit en fait d'une initiative allemande¹⁰⁷ : le chancelier Helmut Schmidt aurait accepté de se tenir derrière le président français, une pratique d'ailleurs coutumière aux deux hommes¹⁰⁸. Finalement, il est plus juste de dire que le G7 s'inscrit dans un contexte intellectuel propice qui débouche notamment sur des expériences privées telles que celle lancée aux États-Unis en 1973 par la Commission trilatérale sous l'égide de Zbigniew Brzezinski pour former « une communauté des nations développées¹⁰⁹ ». Les déséquilibres économiques et politiques qui portent atteinte à la cohésion du monde occidental au début des années 1970 suscitent une réflexion sur la nécessité de mettre en place un nouvel ordre international. Valéry Giscard d'Estaing rappelle l'origine directe du G7 :

Avec Schmidt, nous avons participé à la réunion monétaire du Smithsonian Institute, à Washington, le 18 décembre 1971, où avait été âprement discutée la nouvelle grille des taux de change, avec un dollar dévalué pour la première fois depuis la guerre, et un yen réévalué sous la pression brutale des Américains [...]. Puis, à l'initiative de George Shultz, secrétaire du Trésor des États-Unis, nous nous étions réunis dans la bibliothèque de la Maison Blanche, en compagnie des ministres britanniques et japonais. Nous décidions de nous retrouver périodiquement sans publicité et sans bruit, pour surveiller l'évolution du système monétaire international. Ainsi naissait le groupe des bibliothécaires¹¹⁰.

106 *Ibid.*

107 Elizabeth Benning, « The Road to Rambouillet and the Creation of the Group of Five », dans Emmanuel Mourlon-Druol & Federico Romero (dir.), *International Summitry and Global Governance : the Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014, p. 39-64.

108 Voir Michèle Weinachter, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 108. Voir aussi David Lawday qui, dans « The Odd Couple » (*The Economist*, 26 mai 1979), évoque la méthode « *After you, Valéry !* »

109 Noël Bonhomme, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, vol. 157, n° 2, 2014, p. 111-130.

110 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. III, *Choisir*, Le Livre de poche, p. 118-119.

Le président français se souvient avec plaisir des premiers échanges et de leur caractère tout à fait informel et intime : « Pour garantir la discrétion, j'avais invité mes collègues à mon domicile de la rue Bénouville [...]. Mes enfants assuraient le service... j'avais choisi les meilleures bouteilles de la cave. La presse n'a pas eu vent de cette rencontre¹¹¹. » Ce « club » de discussion informel, qui réunit notamment quatre ministres des Finances¹¹², est appelé le Library Group. Il s'agit alors de permettre une concertation directe face aux crises majeures que constituent la fin du système de Bretton Woods et le choc pétrolier. L'accent est mis déjà sur le rôle des relations personnelles pour résoudre les problèmes. Ce mode de travail au niveau ministériel très apprécié servira de modèle quelques années plus tard « pour être institutionnalisé à l'initiative de Giscard et Schmidt au niveau des chefs d'État et de gouvernement des pays industrialisés sous la forme du G7¹¹³ ». C'est à la conférence d'Helsinki qu'est prise la décision d'une première rencontre à Rambouillet en novembre 1975. Le G7 est appelé alors « sommet des six » (fig. 6) ; il rassemble les représentants des six grands pays industrialisés, Valéry Giscard d'Estaing président de la République française, Helmut Schmidt chancelier fédéral d'Allemagne, Aldo Moro président du Conseil des ministres italien, Takeo Miki Premier ministre du Japon, Harold Wilson Premier ministre du Royaume-Uni et Gerald Ford président des États-Unis.

La méthode du « club »

Le système qui s'ébauche se caractérise par des procédures très souples : caractère restreint, personnel et sans formalisme :

C'est un nouveau pas dans la voie d'une mise à jour des techniques diplomatiques, largement développées par l'entente personnelle des dirigeants allemands et français : créer des clubs où l'on se réunit fréquemment mais sans périodicité, où l'on parle librement de la substance sans être lié par des procédures. C'est la transposition des dîners de chefs de gouvernement à l'Élysée qui ont précédé la formule des Conseils européens¹¹⁴.

James Callaghan témoigne de l'aspect détendu et spontané du premier sommet économique : « À Rambouillet, Valéry Giscard d'Estaing se sent chez lui ; Ford se détend ; l'accord et la confiance règnent. Tous parlent anglais, sauf Aldo

111 *Ibid.*, p. 119.

112 Helmut Schmidt pour l'Allemagne, Valéry Giscard d'Estaing pour la France, George Shultz pour les États-Unis, James Callaghan pour la Grande-Bretagne.

113 Michèle Weinachter, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne*, op. cit., p. 46.

114 Frédéric Pottier, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.

Moro. Ce sont douze heures de conversations détendues, sans compter les conversations bilatérales et celles qui ont lieu pendant les repas et la soirée. Un autre élément déterminant est le fait que la presse soit gardée à distance¹¹⁵ ». Le ministre des Affaires étrangères souligne l'importance de ce type de réunions, non pas pour les décisions prises mais pour le climat créé à cette occasion et les contacts noués au plus haut niveau :

On ne peut pas dire qu'on ait pris beaucoup de décisions à Rambouillet mais nous avons quitté le sommet beaucoup mieux informés des facteurs politiques et économiques qui régissent nos politiques respectives. Nous avons appris les uns des autres et ainsi, nous avons favorisé une meilleure compréhension mutuelle. Nous avons acquis la conviction qu'aucun de nous six ne pouvait résoudre ses problèmes de crise et de chômage seul¹¹⁶.

On retrouve les mêmes caractéristiques lors du sommet de Londres en mai 1977. Callaghan témoigne encore de l'intérêt de parler la même langue. Le petit nombre de convives au dîner permet de partager une grande table carrée dans la salle à manger du 10 Downing Street. Callaghan observe : « Carter, qui participait pour la première fois à un sommet de ce genre, a été impressionné par l'atmosphère chaleureuse et a souligné l'avantage de voir réunis cinq anciens ministres des Finances maintenant chefs d'État ou de gouvernement. Schmidt conclut que chaque sommet renforce la confiance que nous avons les uns dans les autres¹¹⁷. » Tous les acteurs du G7 témoigneront du rôle essentiel de sociabilisation joué par cette structure. Callaghan insiste sur la dimension nouvelle apportée par ces sommets, qui se distinguent des échanges formels qui ont lieu au FMI, au GATT ou encore à l'OCDE. Callaghan note que « grâce à ces sommets le sentiment émerge d'une direction économique et politique commune pour traiter des problèmes mondiaux », mais il conclut qu'après le sommet de Bonn – le dernier auquel il a assisté, en 1978 – « ce sera différent, le rôle des médias ira grandissant »¹¹⁸.

La logique d'emboîtement des échelles

Les stratégies se mettent en place progressivement. À partir de 1977, on observe à Paris et à Londres une volonté d'harmoniser les positions avant d'aborder les négociations dans d'autres échelles. La préparation des questions économiques abordées au sommet de 1977 permet de mesurer la communauté d'intérêts franco-britanniques dans l'optique du CE à venir.

115 James Callaghan, *Time and Chance*, *op. cit.*, p. 480.

116 *Ibid.*

117 *Ibid.*, p. 485.

118 *Ibid.*

Fig. 6. Dîner d'État offert par l'Empereur Hirohito
au Palais Impérial à l'occasion du G7,
le 28 juin 1979 à Tokyo

De gauche à droite : Masayoshi Ohira (Premier ministre japonais), Joe Clark (Premier ministre canadien), Helmut Schmidt (chancelier ouest-allemand), Valéry Giscard d'Estaing (président de la République française), Hirohito (Empereur du Japon), Nagako (Impératrice du Japon), Jimmy Carter (président des États-Unis), Margaret Thatcher (Premier ministre britannique), Giulio Andreotti (Premier ministre italien).

Les ministres des Affaires étrangères Louis de Guiringaud et David Owen se rencontrent pour évoquer leur inquiétude face à l'excédent commercial croissant du Japon. Le sujet doit être repris par Callaghan et Valéry Giscard d'Estaing afin de mener une action conjointe : « Si la France et la Grande-Bretagne pouvaient définir précisément une position commune, il leur appartiendrait de convaincre le gouvernement allemand de s'y rallier et il serait plus facile de parvenir à une position communautaire et d'amener les États-Unis à s'engager dans la même voie. » Le sommet franco-britannique permet donc de mettre au point des positions communes non seulement en vue du Conseil européen, mais aussi en vue du sommet économique de Londres. La stratégie menée ici traduit bien l'insertion du cadre bilatéral dans des schémas plus vastes. Elle reflète l'emboîtement des échelles de négociations : bilatérale, trilatérale, européenne, occidentale enfin en incluant les États-Unis. Elle montre également comment la méthode de concertation franco-allemande s'étend à la Grande-Bretagne grâce à la mise en place des sommets franco-britanniques. Les Britanniques favorisent ce fonctionnement qui leur permet de jouer enfin un rôle en Europe et d'exister dans le face-à-face franco-allemand. Les Français y trouvent leur compte tant que cela permet à l'Europe de parler plus fort. Le Foreign Office analyse ainsi l'objectif de la France :

Restaurer une bonne relation avec le gouvernement britannique au plus haut niveau dans la perspective de s'assurer que la relation franco-britannique apportera la meilleure contribution possible au schéma giscardien pour la France en Europe. Ainsi, la visite du Premier ministre britannique à Paris le 5 juin 1979 doit être l'occasion de comparer nos notes sur le sommet de Tokyo à venir [ou encore] d'échanger nos vues sur la situation énergétique internationale avant Tokyo¹¹⁹.

C'est la méthode qui est suivie par le président français avec le chancelier allemand : « Avant toutes les réunions importantes, et notamment les sommets économiques annuels, nous nous étions fixés pour règle, Helmut et moi, de nous rencontrer. Nous jugions nécessaire de définir une attitude commune franco-allemande¹²⁰. »

La création du G7 introduit une nouvelle échelle de négociation. L'enjeu est de taille : de nombreux pays cherchent à faire partie du « club », alors que le président français s'efforce d'en réduire le nombre au minimum. Le maintien des objectifs nationaux peut s'observer notamment au sein de l'échelle européenne¹²¹. Ainsi, la représentation de la CEE au G7 à partir de 1977, ne fait pas pour autant disparaître l'échelle étatique. L'introduction d'une

119 NA/FCO 33/3957, note du 31 mai 1979.

120 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, op. cit., p. 123.

121 Voir annexe 5, p. 325-326.

représentation communautaire, qui se superpose aux représentations nationales sans les remplacer, ne fait pas perdre au G7 sa qualité d'« enceinte où se déploient avant tout des stratégies nationales, davantage qu'une stratégie européenne proprement dite¹²² ». Il est même plus facile dans certains cas de mettre sur pied une position commune entre la France et la Grande-Bretagne, en particulier dans le domaine du commerce international, que d'élaborer une position communautaire. L'échelle interétatique s'insère donc aussi dans le G7¹²³.

Les sommets franco-britanniques participent de cette évolution. Les Britanniques sont conscients du pouvoir que représente la logique de l'emboîtement des échelles et cherchent à préserver son fonctionnement. Ils sont très attachés au dispositif mis en place par la déclaration commune de 1976 et tiennent un compte précis des réunions et visites au sommet de l'État et entre les ministres. À l'autre extrémité, ils reconnaissent l'importance pour l'Europe du G7. Margaret Thatcher, dans son discours d'ouverture du colloque du Conseil franco-britannique à Bordeaux en septembre 1980, reconnaît le bien-fondé de l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing : « Nous devons agir avec les autres grandes puissances économiques de l'Occident, et particulièrement avec les États-Unis et le Japon. Heureusement nous disposons à cette fin d'un instrument informel, à savoir le sommet économique annuel, grâce à la clairvoyance du président français qui en a eu l'initiative à Rambouillet en 1975¹²⁴. » Le G7 n'a pas pour objet de prendre des décisions précises. L'articulation entre le G7 et le Conseil européen reste souple. Elle s'observe par exemple dans les efforts des Européens pour faire coïncider les calendriers mais elle ne suit aucune règle préétablie. Cette stratégie apparaît dans la préparation des sommets franco-britanniques. Les archives révèlent le souci constant de respecter une chronologie pertinente par rapport aux différentes structures de concertation. On peut observer une articulation pragmatique :

Une coordination avec le Conseil européen se met en place de fait. Le premier Conseil européen de l'année, intervenant avant le G7 organisé entre mai et juillet, aborde toujours les relations avec les États-Unis et le Japon, ainsi que les initiatives à prendre à la fois au niveau européen et international. Ce mode de concertation, informel et restreint aux chefs de gouvernement correspond mieux à une préparation du G7 que les procédures classiques de la Communauté,

122 Noël Bonhomme, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale (1975-1985), *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au xx^e siècle » [actes de la table ronde des 15-16 décembre 2011], 2012.

123 Voir annexe 5, p. 325-326.

124 « Discours prononcé par le Premier ministre britannique Madame Margaret Thatcher à l'occasion du colloque du Conseil franco-britannique [Bordeaux, 19 septembre 1980] », *Politique étrangère*, n° 4, 1980.

trop lourdes. D'ailleurs, habitude est prise d'organiser le G7 un semestre où la présidence du Conseil est tenue par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Italie, afin qu'il existe une coordination européenne sans ajouter un interlocuteur de plus au sommet¹²⁵.

138

L'étude du calendrier synoptique des réunions aux différentes échelles permet de vérifier cette stratégie¹²⁶. L'échelle bilatérale est renforcée par l'insertion des sommets franco-allemands entre Conseil européen et G7¹²⁷. La relation privilégiée entre Giscard et Schmidt permet au cadre mis en place par le traité de l'Élysée de 1963 de jouer un rôle essentiel de coordination, qui s'avère précieux aussi pour le G7. Loin de céder la place, le cadre bilatéral prend ainsi une nouvelle dimension et s'insère dans le schéma général d'un directoire européen et occidental. Les Britanniques en prennent conscience, accordant une importance croissante aux sommets franco-britanniques. Leur préparation fait l'objet de la plus grande attention et à la fin des années 1970, l'idée émerge au sein du Foreign Office d'en doubler la fréquence. Cependant, les Français ne voient pas l'utilité d'une telle initiative. En effet, la collaboration européenne au G7 est surtout franco-allemande, ce qui ne plaît pas aux Britanniques bien sûr. Les sommets franco-allemands occupent une position stratégique dans l'agenda des échelles de négociation, position enviée par Londres¹²⁸. La mise en place du G7 ne reçoit pas immédiatement le soutien de Londres qui craint de ne pas y avoir sa place, d'autant plus que la proposition de Valéry Giscard d'Estaing est élaborée conjointement avec Helmut Schmidt. Une fois de plus, les Britanniques peuvent constater que le duo fonctionne bien. Lors du sommet franco-allemand de Bonn qui se tient les 25 et 26 juillet 1975, la stratégie est mise au point et annoncée au président Ford en visite en Allemagne le 28. Ainsi, le 31 juillet, le projet du sommet de Rambouillet est officialisé, alors que les Britanniques ont été tenus à l'écart des conversations. Les entretiens préparatoires qui se déroulent les 5 et 6 octobre reproduisent ce schéma Paris-Bonn-Washington. C'est grâce à l'habileté de George Shultz que Londres est finalement associée aux conversations et que Wilson lève les réticences britanniques : la convocation du sommet est confirmée. À Londres, la crainte de se trouver isolé persiste. On en trouve une autre manifestation dans le soutien apporté à l'Italie qui revendique une place au sommet économique mondial. Les Britanniques cherchent des appuis au sein du futur G7. Cette stratégie confirme l'emboîtement des structures de concertation qui nécessitent des relais assurant l'efficacité du fonctionnement

125 *Ibid.*, p. 83.

126 Voir annexe 4, p. 323.

127 *Ibid.*

128 *Ibid.*

général. Londres manœuvre en faveur de l'Italie, un pays fragile confronté à de graves difficultés politiques et économiques et qui a donc beaucoup à partager avec la Grande-Bretagne. L'ambiguïté de la gouvernance mondiale réside donc aussi dans l'importance que conserve l'échelle bilatérale. Les sommets bilatéraux peuvent en effet être utilisés par les États comme un moyen de renforcer leur influence. La revendication récurrente de l'Italie de créer des sommets franco-italiens sur le modèle de ceux qui existent entre La France et l'Allemagne, entre la France et la Grande-Bretagne ou encore entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, témoigne de l'inquiétude des Italiens d'être exclus de ce fonctionnement.

Les limites de la diplomatie des sommets

L'interaction entre sommet économique et Conseil européen pose parfois problème et engendre des tensions dans les relations franco-britanniques. La question de la représentation de la CEE dans les sommets économiques est soulevée par les petits pays de la Communauté qui souhaitent la présence du président de la Commission européenne. Valéry Giscard d'Estaing s'y oppose car cela contredit sa conception du sommet comme réunion d'États souverains. L'absence du président de la Commission François-Xavier Ortoli au sommet de Porto Rico en 1976 a été critiquée par les cinq membres de la CEE, qui ne veulent pas renoncer et reviennent à la charge l'année suivante. Cette question prend d'autant plus d'acuité que le président de la Commission à partir de 1977 est un Britannique, Roy Jenkins. Ainsi la querelle entre la France et la Commission européenne va s'étendre à une querelle entre la France et la Grande-Bretagne. La personnalité de Roy Jenkins donne une dimension particulière à l'affrontement qui l'oppose au président français. Le Britannique en fait un récit amer dans ses mémoires :

On attend de moi que je restaure ce prestige. Ma crédibilité en tant que président était en jeu. Mais il y avait plus qu'une question de fierté. Les cinq petits considéraient ma détermination comme un test pour savoir si j'étais un vrai porte-parole de la Communauté ou bien un laquais des gros pays d'où je venais et dont je recevais mes ordres. Je n'avais pas le choix : je devais me battre pour une place à la réunion de Londres¹²⁹.

Roy Jenkins entreprend une visite à Bonn pour convaincre le chancelier allemand de parler au président français afin de le faire changer d'avis et d'accepter sa présence au sommet de Londres. Aux conceptions différentes du rôle que doit jouer la Commission s'ajoute l'incompatibilité des tempéraments entre Valéry Giscard d'Estaing et Roy Jenkins. Alors que le Britannique

129 Roy Jenkins, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989, p. 20.

éprouve une grande admiration pour Schmidt, pour ses qualités tant humaines qu'intellectuelles, il critique Giscard pour sa froideur, son arrogance et son obséquiosité. Et Jenkins évoque son sentiment de frustration face à la relation privilégiée nouée entre le Français et l'Allemand¹³⁰. Finalement un compromis est trouvé lors du Conseil européen de mars. L'importance de la chronologie s'avère une fois encore déterminante : le CE se tient avant le sommet de Londres, ce qui permet de débloquer la situation. À cette occasion, Jenkins admire le fonctionnement de la diplomatie au sommet :

Ce fut une surprise satisfaisante par son caractère intime. Il y avait vingt-cinq personnes : neuf chefs de gouvernement avec leurs ministres des Affaires étrangères, Ortolini et moi et quatre membres du Foreign Office. Ceci représentait une grande amélioration par rapport aux rassemblements énormes qui caractérisaient les Conseils des ministres qui pouvaient compter jusqu'à trois cents personnes réunies dans une énorme pièce, se parlant d'un bout de la table à l'autre comme à travers un stade de foot vide¹³¹.

140

La formule suivante est adoptée : « Le président de la Commission sera présent lors des discussions relevant des compétences de la Communauté. » Cependant, les choses sont loin d'être réglées. Roy Jenkins rapporte son entretien avec Callaghan le 7 avril au 10 Downing Street : « Il m'explique les nouvelles difficultés concernant le sommet : les Français ont suggéré que je n'assiste pas au dîner ni à la session du samedi et que je n'aille qu'au dîner de Buckingham Palace le samedi soir et aux sessions du dimanche. Les Français, avec une impertinence incroyable, font pression sur les Britanniques pour m'exclure du déjeuner du dimanche » ; et il conclut : « Callaghan se montre vraiment faible par rapport à tout ça¹³². » En effet, le Premier ministre britannique soutient plutôt le président français contre les petits États de la CEE. Jenkins en est conscient et exprime sa colère : « mes pensées à la fin du sommet : un soulagement immense que cela soit fini ; un embarras sur [sa] position gênante ; un ressentiment croissant contre Callaghan ; un ressentiment encore plus grand mais diminuant lentement à l'encontre de Valéry Giscard d'Estaing¹³³ ». À son arrivée le 6 mai, Jenkins fait part de son mécontentement d'être assis non pas à la table des têtes de délégation, même pas à celles des ministres des Affaires étrangères, mais à celles des ministres des Finances : « Ceci était un coup lâche de Callaghan. Ayant perdu Giscard pour son dîner, la moindre des choses eût été d'agir avec style¹³⁴. »

130 John Campbell, *Roy Jenkin, A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014, p. 487.

131 Roy Jenkins, *European Diary (1977-1981)*, *op. cit.*, p. 73.

132 *Ibid.*, p. 80.

133 *Ibid.*, p. 100.

134 *Ibid.*, p. 96.

Les journaux britanniques expliquent le refus du président français d'assister au dîner donné par Callaghan la veille de l'ouverture du sommet par le mécontentement que lui inspire la présence de Roy Jenkins. Une autre raison est invoquée : les gaullistes, méfiants vis-à-vis de la Commission européenne, exerceraient une pression sur le président français¹³⁵. Cette affaire va à l'encontre des objectifs du sommet. En effet, les discussions lors du CE de Rome, qui précède Londres, devraient être consacrées normalement à renforcer la cohésion des Neuf avant la rencontre avec les dirigeants américains et japonais. Les Neuf doivent étudier trois questions en particulier : les négociations commerciales multilatérales, le dialogue Nord-Sud et le problème de l'énergie dans le monde. La diplomatie au sommet ne fonctionne donc pas toujours selon les vœux du président français.

Les sommets économiques s'éloignent progressivement du modèle élaboré par le président français. Pour l'inauguration à Rambouillet, Valéry Giscard d'Estaing prévient le Premier ministre Wilson qu'il n'est pas question d'accepter le Canada. Cependant, l'année suivante, le Canada est invité par les États-Unis à assister au sommet de Porto Rico. Les Britanniques, qui reçoivent le sommet de 1977, soulignent que même si « Valéry Giscard d'Estaing veut un nombre réduit de membres, c'est le pays hôte qui lance les invitations » et notent avec satisfaction « qu'il sera difficile d'exclure le Canada après Porto Rico¹³⁶ ». Les Britanniques suggèrent d'inviter l'Australie mais renoncent à leur projet, ne souhaitant pas se mettre à dos le président français. Roy Jenkins relève cette évolution qui va à l'encontre des conceptions giscardiennes : « Il avait déjà été forcé d'accepter l'Italie puis le Canada. Maintenant il avait moi. De plus, les Américains rendaient déjà les réunions plus bureaucratiques et la Commission était réputée pour sa bureaucratie. Quand cela s'arrêterait-il¹³⁷ ? » C'est pourquoi Valéry Giscard d'Estaing encourage d'autres formules de concertation, en comités plus restreints. Les relations franco-britanniques se jouent donc dans d'autres cercles, ce qui favorise le rapprochement entre les deux pays, en multipliant les rencontres au plus haut niveau. Ces entretiens informels s'insèrent parfois dans les structures officielles, afin d'en faciliter l'organisation et de permettre de les rendre plus discrets. C'est le cas lors du sommet économique de Londres en 1977. Le président français téléphone au Premier ministre britannique en février pour mettre au point une réunion au sommet : « Giscard a parlé de sa correspondance avec Carter et a dit qu'il avait lui-même suggéré, avec l'accord de Schmidt, qu'il pourrait y avoir une

135 ADMAE, carton 4447, télégramme n° 1431, 5 mai 1977.

136 NA/PREM 16/1275, note du 11 janvier 1977.

137 Roy Jenkins, *European Diary, 1977-1981, op. cit.*, p. 40.

réunion préliminaire entre le Premier ministre, Carter, Schmidt et lui-même, sous couvert de Berlin si nécessaire. La discussion couvrirait les relations Est-Ouest, la non-prolifération et d'autres questions telles que l'Afrique. La réunion se tiendrait au 10 Downing Street, aussi discrètement que possible¹³⁸. » La méthode est caractéristique de la diplomatie personnelle du président français. Les entretiens à quatre sont recherchés et le prétexte de Berlin apparaît souvent dans les archives de l'Élysée pour couvrir des entretiens qui ne sont pas forcément liés aux responsabilités quadripartites de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'URSS, sur Berlin et la question de l'Allemagne dans son ensemble. Le projet initial de Giscard à l'origine de la création du G5 était de tenir un sommet économique quadripartite, poursuivant par là l'idée du général de Gaulle d'un directoire occidental. C'est le chancelier allemand qui convainc le président français d'inclure le Japon : « C'est dans un cadre quadripartite que Giscard fait sa proposition en marge du sommet d'Helsinki, après avoir carrément évoqué l'idée que le sommet se tienne à cinq mais que la préparation écarte les Japonais et les Britanniques¹³⁹. » Même si finalement la participation est élargie à l'Italie, au Canada, puis à la CEE en 1977, les dirigeants français, américain, allemand et britannique continuent jusqu'en 1979 à tenir en marge du G7 une réunion quadripartite consacrée aux questions politiques. Giscard tient beaucoup à ce genre de réunions qui permettent « d'aborder pratiquement tous les sujets », et regrette l'élargissement du G5 : « Cela fait trop de monde : il est plus difficile de prendre une décision, cela prend du temps, et rien ne peut être tenu secret¹⁴⁰. »

Un modèle : la conférence de la Guadeloupe

La conférence de la Guadeloupe apparaît comme la synthèse de la nouvelle architecture des relations internationales dans laquelle l'Europe occupe une place de premier plan. Elle permet de vérifier l'articulation entre différentes échelles et illustre les nouvelles pratiques diplomatiques chères au président français. C'est Berlin qui va servir de « prétexte » à Valéry Giscard d'Estaing pour inviter l'Allemagne à la conférence de la Guadeloupe en 1979. Le président français invite le Premier ministre Callaghan en inscrivant la conférence dans le cadre bilatéral. La réunion doit permettre en effet de développer notamment les relations franco-britanniques. Le président précise à Callaghan l'orientation qu'il souhaite donner à cette réunion : « Pour que ces conversations à caractère personnel et informel se déroulent dans une atmosphère amicale et propice, je

138 NA/FCO 33/3141, note de Patrick Wright, 21 février 1977.

139 Noël Bonhomme, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale (1975-1985) », art. cit., p. 78.

140 5 AG 3, carton 984, entretien Giscard-Mondale du 29 janvier 1977.

proposerais que chaque chef d'État ou de gouvernement ne soit accompagné que d'un seul assistant. Cette rencontre amicale qui se déroulerait en l'absence de journalistes ne comporterait aucun ordre du jour formel et ne donnerait lieu à aucune déclaration commune¹⁴¹. » Cette conférence suit donc le modèle giscardien de la diplomatie au sommet : le président français cherche à lui donner un caractère intime et confidentiel. Tout est mis en œuvre pour rendre le séjour agréable et détendu. Les épouses des chefs d'État et de gouvernement sont conviées ; plutôt qu'un grand hôtel, le président choisit, pour loger ses invités, un ensemble de bungalows au bord de la plage. Le président se réjouit d'avoir à ses côtés Jean François-Poncet, son nouveau ministre des Affaires étrangères, « jeune, capable de discrétion et extraordinairement compétent sur les sujets diplomatiques¹⁴² ». Les discussions commencent le 6 janvier au matin. Valéry Giscard d'Estaing indique d'emblée à Callaghan l'orientation informelle qu'il souhaite donner aux entretiens : « Callaghan suggère qu'en tant qu'hôte, je préside les débats. Nous n'avons pas besoin de présidence, lui dis-je, mais si vous le voulez, je proposerai l'ordre du jour¹⁴³. » Les entretiens stratégiques sont l'occasion de mesurer les convergences entre Français et Britanniques. Valéry Giscard d'Estaing se souvient aujourd'hui encore que Callaghan s'était montré « très coopératif » à la Guadeloupe¹⁴⁴. La conduite des conversations reflète la stratégie du président français d'utiliser Callaghan pour calmer les tensions croissantes entre Carter et Schmidt, notamment lorsqu'il suggéra que soit écouté « le point de vue d'une puissance nucléaire européenne », donnant ainsi la parole à Callaghan¹⁴⁵. Français et Britanniques partagent la même préoccupation de tenir leur force nucléaire à l'écart du débat. Ils sont favorables à la conclusion du traité SALT 2, alors que les Allemands voudraient avant tout obtenir des Soviétiques la promesse du démantèlement des SS 20. Callaghan confirme la convergence de vues avec Valéry Giscard d'Estaing, estimant que lui et le président français essayaient de « calmer le jeu¹⁴⁶ ». La même expression est utilisée par les deux dirigeants. La position particulière de l'Allemagne, invitée de façon tout à fait exceptionnelle, renforce la relation franco-britannique en mettant en relief la situation commune des deux puissances nucléaires européennes. Le chancelier allemand rappelle ce fait dans ses mémoires : « Carter propose d'opposer aux SS 20 soviétiques des fusées américaines de portée moyenne en Europe pour rétablir l'équilibre. Il

141 *Ibid.*

142 *Ibid.*, p. 666.

143 *Ibid.*, p. 671.

144 Valéry Giscard d'Estaing, entretien du 20 septembre 2012 (annexe 1).

145 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, op. cit., p. 674.

146 James Callaghan, *Time and Chance*, op. cit., p. 549.

Fig. 7. Le président français en compagnie
de ses hôtes à la conférence de la Guadeloupe
le 6 janvier 1979

De gauche à droite : Helmut Schmidt,
Jimmy Carter, Valéry Giscard d'Estaing
et James Callaghan.

me demande mon avis. Je n'étais pas préparé à une telle proposition. Je me contentai de souligner que les deux autres chefs d'États et de gouvernement représentaient des puissances nucléaires et que je préférais qu'ils donnent d'abord leur avis¹⁴⁷. » Le président français a beaucoup contribué à la solution trouvée à la Guadeloupe, sous le nom de « double décision », qui sera annoncée le 12 décembre 1979 au cours d'une réunion de l'OTAN : dans un premier temps, on demandait aux Soviétiques d'arrêter immédiatement l'installation de nouveaux SS 20 et de retirer ceux déjà mis en place. Au même moment, les alliés atlantiques décideraient le déploiement en Europe de l'Ouest de fusées Pershing et de missiles de croisière américains. Cette décision reflète la convergence des intérêts franco-britanniques mais celle-ci reste discrète. Le président français ne souhaite pas l'afficher et les Britanniques, trop contents de jouer un rôle dans la relation franco-allemande, se gardent d'en faire la publicité. Étant donné le caractère très confidentiel des entretiens de la Guadeloupe, peu de commentaires transparaissent des conclusions. À son retour, le président français restera discret sur le résultat et il n'y aura pas de compte-rendu :

Avec les Anglais, Valéry Giscard d'Estaing a demandé l'installation des Pershing. Cela n'a pas été rendu public. Il a dit lui-même qu'il n'en avait pas averti son conseiller diplomatique, et qu'il n'avait pas averti non plus le ministère mais il a joué un rôle considérable dans la politique en faveur de l'installation des fusées Pershing en Allemagne. Les premiers journaux à en parler seront les journaux anglais, après 1981¹⁴⁸.

Le traitement de cette affaire des euromissiles permet de confirmer les caractères spécifiques de l'exercice du pouvoir du président français tels que la prise de décision au sommet et la pratique du secret. De plus, le sommet de la Guadeloupe constitue un temps fort dans les relations franco-britanniques et s'éloigne du schéma traditionnel des rapports de forces : pour une fois, les alliances s'inversent. Le président français devient médiateur dans la querelle germano-américaine, aux côtés des Britanniques. Il doit faire face également à une recrudescence des sentiments antiallemands qui ne peut que plaire aux Britanniques. Jacques Chirac par exemple critique la présence de l'Allemagne à la Guadeloupe en 1979 :

Je constate que l'Europe a tout de même été très utile à l'Allemagne. Je l'ai à nouveau constaté, avec un certain étonnement, à l'occasion de la rencontre des

¹⁴⁷ Helmut Schmidt, *Des puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989, p. 212.

¹⁴⁸ Actes du colloque colloque présidé par Thierry de Montbrial, « 1974-1981 : la nouvelle pensée française de politique étrangère », en ligne : www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/cap2, consulté le 7 juin 2018.

quatre à la Guadeloupe, où l'Allemagne tout à coup se retrouvait à égalité avec les autres, bien qu'elle n'ait pas de siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, pas de défense efficace et que pour sa sécurité elle s'en remet totalement à la politique américaine¹⁴⁹.

Le souvenir agréable que conserve Callaghan de la Guadeloupe est révélateur de cette position avantageuse que la Grande-Bretagne a occupée alors et tranche avec l'enjeu considérable de la conférence : « À la Guadeloupe, il était facile de garder la presse à distance. Nous bavardions dans l'herbe devant notre paillote, prenions nos repas de façon décontractée ; pendant les temps de pause, Carter faisait du jogging, Giscard du tennis et moi de la voile. Toutes nos conversations se faisaient en anglais, sans notes, sans agenda fixe¹⁵⁰. » Les partenaires européens de la France et de la Grande-Bretagne ne voient pas d'un bon œil ce type de concertation qui les exclut. Le même sentiment a animé les « cinq petits » de la CEE lors de la mise en place des sommets économiques, comme l'a ressenti fortement Roy Jenkins à son arrivée à la tête de la Commission européenne : « Les pays européens ont chargé la Communauté de responsabilités importantes afin de coordonner les politiques économiques. Dans ces circonstances, il a semblé pervers que seulement quatre d'entre eux règlent des questions avec les Américains et le Japon¹⁵¹. » De même, le sommet de la Guadeloupe fait craindre une répétition du schéma déjà en place au niveau de l'économie mondiale. L'Italie par exemple s'inquiète de la perspective d'une réunion des quatre grandes puissances en 1980 :

Selon des rumeurs en France et en Allemagne, Giscard et Schmidt sont en train d'envisager de proposer à la nouvelle administration américaine une réunion au plus haut niveau. Cette réunion aurait lieu à la Martinique et ferait le point sur les questions politiques, militaires et économiques. Le gouvernement italien prévient que ce n'est pas une bonne idée de continuer le schéma de la Guadeloupe¹⁵².

L'ambassadeur italien a appelé le ministre des Affaires étrangères pour lui faire part de son inquiétude. Le Foreign Office répond que le gouvernement britannique n'est pas au courant. Cet échange entre l'Italie et la Grande-Bretagne est révélateur de la position particulière occupée par cette dernière au sein de la CEE. Les petits pays de la Communauté ont encouragé l'adhésion britannique et la Grande-Bretagne cherche à conserver ce soutien maintenant

149 Michèle Weinachter, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne*, op. cit., p. 207.

150 James Callaghan, *Time and Chance*, op. cit., p. 544.

151 Roy Jenkins, *European Diary (1977-1981)*, op. cit., p. 21.

152 NA/FCO 46/2397, P. Lever, *private secretary*, 14 novembre 1980.

qu'elle en fait partie. Cependant, en tant que puissance moyenne avec des attributs communs à la France, tels que l'arme nucléaire, les responsabilités quadripartites sur « Berlin et l'Allemagne dans son ensemble » ou encore le siège de membre permanent du Conseil de sécurité, la Grande-Bretagne revendique une position spécifique à la tête de l'Europe, aux côtés de la France et de l'Allemagne.

Annexes

ENTRETIEN
AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE JEUDI 20 SEPTEMBRE 2012

Paris, rue Bénouville (xvi^e arrondissement)

Parmi les Premiers ministres britanniques qui se succèdent au cours de votre septennat, Harold Wilson, James Callaghan puis Margaret Thatcher, avec lequel avez-vous le plus facilement négocié ?

Wilson était difficile et déplaisant, mauvais humainement. Les réunions européennes étaient difficiles avec lui. Il était en fin de règne. Il ne cherchait pas à améliorer les relations.

Callaghan était pro-européen, ou plutôt intéressé par l'Europe. Il était courtois, cherchant à améliorer les relations.

Les relations étaient difficiles avec Thatcher. Elle voulait constamment affirmer sa supériorité, surtout la supériorité des femmes sur les hommes. C'était son caractère : elle voyait les négociations comme une bataille, avec vainqueurs et vaincus. Donc, ce qui était déplaisant, c'est qu'après une négociation dans laquelle tout le monde y avait trouvé son compte, elle affirmait publiquement avoir gagné sur les autres.

Pour le président, les deux pays les plus semblables sont le Royaume-Uni et la France :

Tradition monarchique, même culture intellectuelle, vieille démocratie, similitudes au niveau social, pays ayant eu un empire colonial et donc des responsabilités mondiales.

Mais les Britanniques ne voulaient pas d'une union contraignante (sauf peut-être Edward Heath).

Quels étaient les sujets les plus délicats que vous aviez à traiter avec les Britanniques ?

Pendant son mandat, deux moments importants de négociations :

Négociations monétaires (Jenkins, Callaghan). Callaghan n'y était pas complètement opposé mais n'a pas participé.

Négociations avec les États-Unis en matière de défense (euromissiles/SS 20). À la conférence de la Guadeloupe, Callaghan s'est montré très coopératif.

Il y a eu aussi l'affaire Thatcher, l'affaire irritante de son « I want my money back ». La situation était en trompe l'œil car d'apparence le Royaume-Uni était en déficit avec la CEE, à cause de ses droits de douane. C'était une période de tension, Thatcher avait un ton désagréable.

La France a-t-elle imposé ses vues au Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas trop de contradiction entre les objectifs des deux pays. La France traitait plutôt de la construction européenne avec l'Allemagne et des affaires mondiales avec les Britanniques.

Qui a eu l'idée des rencontres régulières entre chefs d'État et de gouvernement et ministres français et britanniques (les sommets franco-britanniques) ?

310

C'était une idée de Pompidou. C'était une bonne idée, même s'il n'y avait pas de substance très intense, c'étaient des occasions de parler. C'étaient des rencontres plus détendues, moins formelles qu'avec les Allemands. Souvent, on choisissait des lieux avec des possibilités de détente (Rambouillet, la maison de campagne du Premier ministre britannique). Il n'y avait pas de conflit car chacun savait ce que voulait l'autre (par exemple l'accord monétaire européen en 1978). Vis-à-vis de la construction européenne, les Britanniques freinent mais veulent en être.

Le président français souligne qu'il apprécie la diplomatie britannique car elle a deux qualités principales :

Rapidité de circulation de l'information ; aisance de la mise en commun des informations (entre services).

Il conclut :

C'est une diplomatie très rapide.

La visite d'État de juin 1976 a été décrite à l'époque comme marquant un tournant historique dans les relations franco-britanniques. Qu'en avez-vous pensé à l'époque ? Et dans les années qui suivirent ?

Cette visite fut merveilleuse, avec un temps caniculaire. J'avais beaucoup de considération, de sympathie, pour la reine. Nous avons exactement le même âge, ce qui nous rapproche, crée des liens. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a tout organisé. C'est une visite sans grande portée. Il y eut un seul moment pénible : le discours à la Chambre, car tout le monde s'attendait à ce que je parle mal anglais. Avec la reine, nous avons échangé des cadeaux lors du dîner à Buckingham. Je vous livre une anecdote : l'ambassadeur britannique en France m'a demandé ce qui me ferait plaisir. Je ne savais pas trop quoi dire ; le montant

du plafond autorisé pour les cadeaux d'État était d'environ cinq mille francs. Je finis par demander un chien. Ce chien viendra d'une portée d'une chienne de la reine. Après Londres, la visite d'État s'est poursuivie en Écosse avec un dîner au château royal à Édimbourg dans une ambiance détendue.

Par rapport à vos prédécesseurs, avez-vous insufflé un changement avec le Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas de contentieux (Pompidou avait permis au Royaume-Uni de rentrer dans la CEE) mais de la distance. (Pompidou n'aimait pas l'Allemagne.)

Avec lui, l'ambiance se réchauffe.

Quels moyens utilisiez-vous pour communiquer avec le Royaume-Uni ?

Peu le téléphone, ce qui faisait une grande différence avec Helmut Schmidt, mais c'est logique car la France et la RFA s'étaient engagées à se consulter et à ne pas afficher de position différente, il fallait donc constamment se parler. Il n'y avait pas besoin de communiquer beaucoup car il y avait peu d'objectifs communs. La voie diplomatique classique était utilisée.

Jean François-Poncet était le plus anglophile de mes ministres des Affaires étrangères. J'avais de bonnes relations avec Henderson, mais avec ses prédécesseurs aussi. Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France (une femme, une résidence secondaire...), ce qui facilitait les conversations.

Le Conseil franco-britannique avait peu ou pas d'influence.

Les Britanniques étaient-ils plus antisoviétiques que vous ?

Le président ne répond pas de manière tranchée :

Idéologiquement, c'est assez difficile à dire : Peut-être un peu plus. Il y avait un débat à l'ONU sur le désarmement et des propositions sur les moyens de contrôle. J'ai fait des propositions au niveau européen. Le Royaume-Uni n'était pas enthousiaste à cause de ses liens avec les États-Unis.

Comment fonctionnait le triangle Paris-Londres-Bonn ?

C'est une idée qui n'est pas pertinente, elle ne fonctionne pas. Ce n'est pas un triangle. Les relations avec le Royaume-Uni et la RFA étaient de même niveau mais sur des sujets différents : avec le Royaume-Uni, le monde ; avec la RFA, l'Europe, l'intégration.

Y a-t-il eu un Premier ministre britannique « européen » ?

Edward Heath autant que nous, décidé à aller aussi loin que nous.

Après lui, personne, même s'ils sont « soft » sur la construction européenne. Jenkins était favorable à un meilleur fonctionnement, une meilleure organisation de la CEE. Jenkins était hostile au système monétaire européen (à cause de la livre, de la politique active de la Banque d'Angleterre).

Sur la politique énergétique :

Il n'y avait pas de différences. Il y a eu une réunion du G7 à Londres sur les quotas d'achat de pétrole. La France et le Royaume-Uni étaient dans des situations différentes car le Royaume-Uni était producteur. Mais il n'y avait pas d'oppositions.

Sur l'Afrique :

Il n'y avait pas de conflit à propos des relations à avoir avec la Rhodésie ou l'Afrique du Sud car c'est clairement la zone d'influence britannique. Les deux pays avaient la même position sur l'apartheid, une position « prudente » pour qu'elle se termine sans engendrer le chaos.

312

Avez-vous été plus anglophile que vos prédécesseurs ?

Oui, je lis en anglais tous les soirs. Ma femme est de culture anglaise. Je ne lis le matin que des journaux de langue anglaise. Dans les négociations, je parlais anglais. Sauf quand les négociations étaient serrées ou techniques, je parlais français et je me faisais traduire car chaque mot compte à ce moment-là.

Y-avait-il des tensions, des conflits entre l'Élysée et le Quai d'Orsay ?

Non, il y avait une bonne communication. Louis de Guiringaud était très anglophile.

Sur le nucléaire :

Il n'y a pas eu de coopération nucléaire avec le Royaume-Uni car les Britanniques dépendaient totalement des États-Unis et la France avait fait le choix de l'indépendance totale. Il n'y a eu aucune volonté de la France ou du Royaume-Uni pour un projet européen sur ce sujet.

Sur l'aéronautique :

Dans le domaine de l'espace, les Britanniques se sont impliqués mais n'ont pas beaucoup participé. Sur Airbus, le projet était franco-allemand à la base ; il a fallu faire une place au Royaume-Uni et donc déterminer la part des avions à réaliser par eux (15 % dans le système).

Les questions agricoles ont-elles gêné les relations franco-britanniques ?

Oui, car ils trouvaient que la PAC coûtait trop cher, même s'ils en profitaient aussi. Il y avait un désaccord permanent. Ils remettaient ça sur la table chaque année au moment du vote du budget alors que la France voulait l'application simple du traité.

Y a-t-il eu un rapprochement britannique vers l'Europe à cause de la diminution de la relation spéciale avec les États-Unis ?

C'est difficile à dire. Il faudrait demander aux Britanniques. Je pense qu'à terme, les Britanniques rejoindront l'Europe sur la monnaie (dans une quarantaine d'années) car les États-Unis vont s'éloigner de plus en plus du modèle anglo-saxon et donc le Royaume-Uni sera amené à se rapprocher de l'Europe.

Les Britanniques avaient-ils une vision de l'Europe dans les années 1970 ?

Non, même Churchill n'en avait pas. À la rigueur peut-être Heath.

Remarques sur les acteurs de l'époque :

Gabriel Robin était très loyal, même s'il était assez « anti-OTAN » et de culture gaulliste. Claude Pierre-Brossolette, à l'époque secrétaire général de l'Élysée, ne s'occupait que des affaires internationales. Je le voyais tous les jours. Il recevait les ambassadeurs. Il traitait les télégrammes à me présenter. Il avait un bureau au même étage que moi.

DISCOURS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
AU PARLEMENT LE 23 JUIN 1976

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer pour m'accueillir dans ce palais de Westminster qui est, pour le peuple britannique, un haut lieu de son histoire et de ses institutions, et qui demeure pour le monde entier, et pour nous autres Français, le symbole d'une réussite inégalée dans l'art, pour les hommes libres, de se gouverner eux-mêmes. Parmi les vertus de votre Parlement, celle qui me paraît la plus digne d'admiration est la capacité qu'il a montrée, à chaque époque, de s'adapter aux temps nouveaux. Son rôle, sa composition, son équilibre interne se sont constamment modifiés depuis ses origines. Né d'une réaction de résistance à l'arbitraire du pouvoir, il s'est fait l'éducateur de la démocratie avant de s'en faire l'expression. Il a ouvert progressivement ses rangs à toutes les classes de la nation, et a toujours été assez sage pour consentir à temps aux réformes nécessaires. Il n'est pas étonnant que la nation britannique lui garde sa confiance. C'est à lui qu'elle doit, pour une large part, d'avoir traversé les siècles, comme ces navigateurs assez habiles pour tirer parti des vents contraires aussi bien que des vents favorables. Cette aptitude à s'adapter sans cesser d'être soi-même, cette faculté d'accepter le changement sans perdre la continuité sont les signes qui distinguent la vigueur des institutions. Elles sont aussi la marque des peuples forts. Si j'en parle aujourd'hui, c'est qu'elles me paraissent également nécessaires à nos deux pays pour s'adapter à une autre époque sur laquelle souffle ce que l'un de vos anciens Premiers ministres a appelé avec justesse le vent du changement. Or, ce vent, pour une fois, il ne souffle pas au travers de la Manche, d'un de nos pays vers l'autre, il vient de l'extérieur, et au lieu de nous éloigner, il nous rapproche. On peut parler sans fin des rapports de la Grande-Bretagne et de la France. On est sûr de faire sourire en évoquant l'histoire de cette très ancienne amitié, vaguement entrecoupée de huit siècles de rivalités et de guerre. Au xvi^e siècle, votre poète Philip Sidney en donnait la meilleure définition : « *That sweet enemy, France* ». Je noterai seulement que ce long antagonisme est pratiquement inséparable de la formation de nos personnalités historiques, et de même que l'adolescent se forme par antagonisme, de même les plus anciens États historiques d'Europe, je veux dire la France et la Grande-Bretagne, se sont largement constitués en s'opposant, ce qui est d'ailleurs une façon de s'appuyer l'un sur l'autre. Je n'abuserai pas de ce thème bien connu, si ce n'est pour vous

dire ceci : les motifs qui ont été à l'origine de la rivalité séculaire de nos deux pays sont ceux qui nous invitent aujourd'hui puissamment à nous rapprocher et à nous entendre. Je veux dire : le voisinage et la similitude de nos ambitions.

Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois dans notre histoire, à une même institution : la Communauté économique européenne. Depuis l'ouverture de la négociation d'adhésion en 1970, jusqu'au référendum de 1975, la Grande-Bretagne a annoncé, puis confirmé son choix historique. La France qui s'était interrogée, vous le savez, sur le sens de votre volonté, se réjouit d'être désormais votre partenaire. Depuis treize ans, nous avons dialogué des deux côtés de la porte, ce qui explique d'une part que nous nous soyons relativement peu rencontrés, et d'autre part que nous ne nous soyons pas toujours compris. Aujourd'hui, les données sont différentes. Nous souhaitons avoir avec vous des rapports aussi actifs et aussi confiants que ceux que nous entretenons avec nos premiers partenaires du Marché commun. Aussi, je souhaite que nous convenions d'organiser, avec votre Premier ministre, une rencontre annuelle régulière de nos deux gouvernements. Celle-ci serait complétée par un calendrier de consultations politiques, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et des réunions appropriées de hauts fonctionnaires. Au sein de la Communauté, nous devons accroître nos relations bilatérales. Respectables mais insuffisantes sur le plan du commerce, prestigieuses, grâce au Concorde, mais limitées sur le plan industriel et technologique, nous devons faire plus et mieux. Je souhaite que nos gouvernements recherchent, avant leur prochaine rencontre, des domaines précis de haute technologie et des perspectives commerciales favorables où nous puissions associer nos efforts. La similitude de nos ambitions, source de nos anciennes rivalités, puisque nous voulions faire la même chose, mais l'accomplir à la place de l'autre, peut contribuer au progrès de l'Europe sur deux plans : l'organisation de l'Europe, et la définition de son rôle international. Le débat est ouvert, entre les membres de notre communauté, sur la manière d'organiser l'Europe. C'est un débat nécessaire. En son absence, nous prendrions des décisions dispersées, sans conception d'ensemble. Nous accumulerions des règlements et des administrations dont notre continent est suffisamment pourvu. Mais c'est un débat difficile parce qu'il a été longtemps obscurci et passionné par des querelles de doctrine. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'une première expérience, nous devrions l'aborder dans le réalisme et la sécurité.

Aucun de nos États ne détient à lui seul une vérité que nous devons, au contraire, rechercher ensemble. C'est un fait, cependant que la longue expérience historique de la Grande-Bretagne et de la France peut être utile à cette recherche. Cette expérience montre que les mécanismes comptent moins que la volonté politique. La Grande-Bretagne s'est passée de Constitution

depuis les origines, la France en a usé un grand nombre, exemples différents, même leçon : l'organisation d'une nation se décrète moins par un traité qu'elle ne se définit progressivement par ses actes. C'est en réunissant l'action de nos gouvernements et en les faisant agir ensemble que nous forgerons notre unité européenne. L'Europe n'a pas jusqu'à présent de réalité politique mondiale. Elle participe assurément à des négociations commerciales et monétaires. Elle contribue largement à certains organismes de développement. Mais sur le plan politique, celui où se forme, au travers des luttes ou dans la proposition idéologique le destin des peuples, l'Europe est absente ou muette. Nous le savons bien, nous qui avons été conduits par la force de nos ambitions, et par la diversité de nos intérêts, vous plus encore que nous, à participer à tous les problèmes du monde. Puis-je vous dire l'impression profonde que m'a fait, il y a trois ans, le premier trajet qui m'a conduit de Malaisie en Inde, puis au Moyen-Orient, et que j'y ai découvert l'immense capacité de travail et d'organisation que vous avez déployée sur la plus vaste partie du monde. Nous avons renoncé ensemble aux empires et aux impérialismes. Mais nous en avons gardé un intérêt pour les grands problèmes de notre univers et un réseau d'amitié qui nous y associe. Il me paraît utile que nous travaillions ensemble, avec nos partenaires, à donner une présence politique internationale à l'Europe, présence pacifique mais forte d'une expérience qui peut contribuer à dénouer les crises, à réduire les tensions, et à exprimer la vitalité des institutions démocratiques.

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, il ne suffit pas que je vous rende visite pour m'imaginer que nous traversons une circonstance historique. Et pourtant, voici que je suis le premier chef d'État français à être reçu au Parlement britannique depuis que nous faisons partie d'une même organisation. Les Plantagenêts, les Tudors, Charles VI et Charles VII, Henri VIII et François I^{er}, Napoléon, Pitt et Wellington, verraient-ils dans cette réunion la ruine ou la consécration de leurs efforts ? Chercheraient-ils à vaincre ou à s'unir ? Puisque nous voici ensemble, je souhaite que nous apportions une même contribution à l'organisation de l'Europe, faite de nos souvenirs et de notre expérience. Je souhaite que nos deux vieux pays se réjouissent d'entrer dans une époque où ils pourront, sans arrière-pensées, réaliser leur ancienne idée de se rapprocher, de se comprendre et sans doute de s'unir¹.

1 Ce discours est disponible en ligne : <http://discours.vie-publique.fr/notices/767013900.html>.

ANNEXE 3

DÉCLARATION COMMUNE DU 24 JUIN 1976

En anglais. Source : NA/ FO 33/2885

TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉUNIONS :
FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE, CE, G7

Les échelles de négociations			
Présidence des Communautés	Type de réunions	Lieu	Date
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin
	G7	San Juan (Porto Rico, États-Unis)	27-28 juin
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Hambourg	5-6 juillet
	CE	Bruxelles	12-13 juillet
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre
	CE	La Haye	29-30 novembre
Royaume-Uni	Sommet franco-allemand	Paris	3-4 février
	G7	Londres	7-8 mai
	Sommet franco-allemand	Bonn	16-17 juin
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre
Danemark	Sommet franco-allemand	Paris	6-7 février
	CE	Copenhague	7-8 avril
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet
	G7	Bonn	16-17 juillet
	Sommet franco-allemand	Aix-la-Chapelle	14-15 septembre
	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre
	CE	Bruxelles	4-5 décembre
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier
	Sommet franco-allemand	Paris	20-22 février
	CE	Paris	12-13 mars
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin
	CE	Strasbourg	21-22 juin
	G7	Tokyo	28-29 juin
Irlande	Sommet franco-allemand	Bonn	1-2 octobre
	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre
	CE	Dublin	29-30 novembre
Italie	Sommet franco-allemand	Paris	4-5 février
	CE	Venise	12-13 juin
	G7	Venise	22-23 juin
Luxembourg	Sommet franco-allemand	Bonn	10-11 juillet
	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre
	CE	Luxembourg	1-2 décembre
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Paris	5-6 février
	CE	Maastricht	23-24 mars

TABLEAU SYNOPTIQUE DES ENJEUX

Enjeux croisés dans les échelles de négociation				
Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin	Déclaration commune: nouvelle coopération, dans une perspective européenne pour agir sur les orientations mondiales
	G7	San Juan (Porto Rico, États Unis)	27-28 juin	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Pays-Bas	CE	Bruxelles	12-13 juillet	Convergence des politiques économiques Interdépendance
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre	Crise (industries traditionnelles) Concurrence du Japon Importations de pétrole Relations Est-Ouest
	CE	La Haye	29-30 novembre	Relations avec le Japon CCEI Commerce international
Royaume-Uni	G7	Londres	7-8 mai	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre	Solidarité monétaire Détérioration des relations commerciales (Japon) Relations Est-Ouest
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre	Problèmes commerciaux internationaux Comité de Coopération industrielle (CCI) Énergie SALT
Danemark	CE	Copenhague	7-8 avril	Relance de l'économie mondiale : stratégie communautaire Croissance des échanges mondiaux Relations avec Japon
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet	SME Énergie Dialogue Nord-Sud
	G7	Bonn	16-17 juillet	Réduction de la dépendance énergétique Libéralisation Intégration des PED

1976

1977

1978

Enjeux croisés dans les échelles de négociation

Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés	
Allemagne	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre	SME NCM Coopération industrielle Détente	1978
	CE	Bruxelles	4-5 décembre	SME : effet stabilisateur sur l'économie mondiale Relations Est-Ouest	
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier	Relations Est-Ouest SALT	1979
	CE	Paris	12-13 mars	Coordination des politiques économiques Énergie Japon	
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin	Énergie SME Conjoncture mondiale	
	CE	Strasbourg	21-22 juin	SME Japon Énergie	
	G7	Tokyo	28-29 juin	Stratégie énergétique commune Plafond d'importations pétrolières Renforcer le GATT Relations Nord-Sud Lutter contre l'inflation	
Irlande	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre	Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs SME Détente	1980
	CE	Dublin	29-30 novembre	Convergence des économies Politique énergétique Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs	
Italie	CE	Venise	12-13 juin	Coopération avec PED Crise économique Énergie	1981
	G7	Venise	22-23 juin	Équilibre à trouver entre approvisionnement et demande d'énergie Relations avec PED Inflation	
Luxembourg	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre	Énergie Industrie Relations Est-Ouest	1981
	CE	Luxembourg	1-2 décembre	Inflation SME : contribution à un nouvel ordre monétaire Innovation et recherche Commerce international	
Pays-Bas	CE	Maastricht	23-24 mars	Politique monétaire : intensifier le dialogue avec États-Unis Restructuration de la sidérurgie Relations Nord-Sud	1981

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LES SOMMETS

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing				
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques	
Coopération économique bilatérale :				
11-12 novembre 1976 Rambouillet	Industrie :			
	Armement.			
	Aéronautique : avion européen à cent places	Engagement renforcé sur la coopération européenne	Prix plancher du pétrole importé (MSP)	
	Sidérurgie : crise, concurrence japonaise	Pétrole : contrats d'exploitation	Coopération à Superphénix	
	Automobile, chantiers navals, électricité	Collecteur pour le gaz		
	Énergie :			
	Nucléaire			
	Pétrole, gaz			
	Questions communautaires :			
	Énergie			
Pêche				
PAC	Politique énergétique commune UEM	Maintien des MCM		
Approfondissement et élargissement		Coopération politique		
Élections directes du Parlement européen				
Coopération bilatérale :				
12-13 décembre 1977 Chequers	Consultations périodiques entre experts économiques et Comité de coopération industrielle (CCI)			
	Armement : avion de combat tactique; coopération trilatérale			
	Énergie : achats français d'électricité en Grande-Bretagne par câble transmanche	Prépondérance franco-allemande dans Airbus Industrie	Rôle majeur pour la Grande-Bretagne	
	Industrie : aéronautique (avion civil 160 places)			
	Coopération culturelle : échanges, conseil franco-britannique			

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
12-13 décembre 1977 Chequers	Questions communautaires : Énergie Pêche Aéronautique Situation monétaire PAC Élargissement : Grèce, Portugal, Espagne Défense : GEIP ; garantie nucléaire franco-britannique pour l'Europe ?	Réforme d'Euratom	
	Questions multilatérales : Afrique : Zaïre, Rhodésie Commerce (NCM) SALT et sécurité européenne (missiles de croisière)	« Croissance ordonnée des échanges » Question américano-soviétique	Forum euro-stratégique
24 novembre 1978 Paris	Questions bilatérales : Coopération industrielle		Promouvoir le CCI
	Questions communautaires : Comité des Trois Sages Avenir de l'Europe à la veille de l'élection au suffrage direct Union économique et monétaire (UEM)	Composition et mandat des « trois sages » SME	
	Questions multilatérales : Détente et relations Est-Ouest Désarmement Moyen-Orient Afrique	Conférence européenne sur le désarmement	
19-20 novembre 1979 Londres	Questions bilatérales : Pétrole Nucléaire civil Nucléaire militaire Câble transmanche	Participation à l'exploration off-shore	Coopération avec Framatome
	Questions communautaires : Pétrole : répartition par pays des importations : dialogue producteurs-consommateurs Budget Mouton SME Désarmement	Budget, mouton : questions à traiter au CE uniquement	Budget : assurer les positions britanniques avant le CE de Dublin SME : attendre la stabilisation de la livre après la suppression du contrôle des changes
	Questions mondiales : Pétrole Afrique : Rhodésie, Afrique du Sud Pétrole : forum spécial Place de la France et de la Grande-Bretagne dans le monde Détente	Dialogue producteurs-consommateurs	Afrique : Obtenir le soutien de la France

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
19 septembre 1980 Paris	Coopération bilatérale :		Libéralisme économique
	Industrie	Baisse des prix du pétrole britannique	Modernisation de la force de dissuasion
	Pétrole		Relance du programme nucléaire
	Nucléaire		
	Questions communautaires :		
Pêche	Budget : à réserver au cadre communautaire		
Mouton			
Beurre néo-zélandais			
Sucre			
	Budget		
Questions mondiales :			Position très ferme à l'égard de l'URSS
	Relations Est-Ouest		

ENTRETIEN
 AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
 LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

Paris, rue de Bénouville (xvi^e arrondissement)

Les relations franco-britanniques apparaissent comme une série d'occasions manquées. Vous avez lancé beaucoup d'initiatives, les Britanniques relèvent la présence d'une vision de l'Europe qui n'existe pas chez eux. Dans les archives britanniques on trouve pour vous désigner le terme « *The idea's man* ». Tout était-il joué dès le début ?

Les Britanniques ont une vision de l'Europe en fait. Ce n'est pas une vision très explicite (donc pas dans les discours). C'est plutôt une espèce de culture. C'est cette vision que j'ai pu observer : d'une part, ils n'aiment pas le continent européen et ne le respectent pas. Ils considèrent que par rapport à eux, à l'éducation, aux différences culturelles, aux bonnes manières... l'Europe est en-dessous d'eux. Et donc, ils veulent bien avoir des relations avec l'Europe, mais ils ne pensent pas qu'ils en font partie. Ils n'ont pas participé aux avancées européennes : Schengen, l'euro, Maastricht... Tout cela vient de leur culture collective, c'est profond en eux.

Depuis dix ans, ils sont de moins en moins européens à cause de leur problème central : l'immigration, qu'ils ont pourtant voulue au départ. Souhaitée pour la main d'œuvre, elle est devenue excessive. Ils ont donc cherché à la limiter. Dès ce moment se répand une campagne selon laquelle l'Union européenne était une prison : on pouvait y entrer mais l'on ne pouvait pas en sortir. J'ai voulu y répondre en rédigeant moi-même un article sur la sortie de l'Union. Cet article est intégré dans le traité de Lisbonne. C'est un article assez simple, qui devrait rendre beaucoup moins compliquée la sortie. Les négociations sont aujourd'hui trop longues, trop compliquées à cause de la Commission. Il y a un problème difficile, et un seul c'est le problème financier.

Avez-vous cru pendant votre septennat que les Britanniques allaient jouer le jeu finalement ? Quand vous avez mené les négociations sur le système monétaire européen par exemple, vous avez laissé la porte ouverte pour que les Britanniques puissent le rejoindre plus tard. Y avez-vous cru ?

Non. Il y a une différence entre espérer et croire. Normalement, comme nous sommes le plus petit continent (face à l'Amérique du Nord, la Chine), il faut

que tout le monde soit ensemble. À propos de l'intégration monétaire, peut-être y arriverait-on un jour, mais j'étais très sceptique.

Dans les années 1970, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE était vue en France comme une chance pour l'Europe ; Jean-Marie Soutou pose la question : « Que pourra être une Europe sans l'Angleterre ? » L'adhésion devait permettre d'accroître le poids de l'Europe dans le monde. Cela a-t-il été le cas selon vous ?

Il n'y a pas de réponse catégorique. La Grande-Bretagne avait une image de solitude, avec une démarche particulière. Par exemple, pour l'entrée de la Turquie, alors que certains pays y étaient opposés, les Britanniques ont multiplié les démarches en faveur de cette entrée. Dans les relations euro-américaines, l'aspect positif était que la Grande-Bretagne était du côté européen dans les négociations, en dépit de sa relation spéciale avec les États-Unis. Le jeu n'était pas faussé ici.

332

La Grande-Bretagne était un obstacle à l'intégration européenne dans un certain nombre de domaines, notamment la défense. Durant votre septennat, avez-vous été bloqué par les Britanniques ?

Non, car on savait qu'ils ne participeraient pas aux projets. C'était négatif pour les petits pays tels que le Danemark ou la Norvège qui étaient retenus par leurs liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Le chancelier allemand Helmut Schmidt écrit dans son livre *L'Europe s'affirme* (2001) qu'il a été très déçu par les Anglais et très rapidement et il écrit en 2001 qu'il n'attend plus rien d'eux, et que la Grande-Bretagne constitue juste un frein pour l'Europe. À partir de quand est-il devenu si pessimiste ?

Les Allemands étaient plus optimistes que nous sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Helmut Schmidt ne voyait pas d'obstacle insurmontable à une bonne intégration. C'était un sujet abordé très souvent avec lui. Helmut Schmidt s'est lassé des Britanniques et a cédé pour apaiser les relations Grande-Bretagne – CEE, même si ce n'était pas justifié.

Vous étiez plus proche de la Grande-Bretagne quant à la place et au poids dans le monde : vous pouviez parler des affaires mondiales. C'était un avantage d'avoir la Grande-Bretagne dans l'Europe ?

Il ne faut pas exagérer le poids des affaires mondiales dans la vie de l'Europe. Ce n'était ni un obstacle ni un atout. Helmut Schmidt ne s'intéressait en dehors de l'Europe qu'à la Chine. Moi-même aussi et un peu à l'Amérique latine. L'Europe pouvait se permettre de gérer son organisation sans pression

extérieure. Mais la globalisation est apparue avec Clinton et son ministre des Finances, un ancien de Goldman Sachs, ce qui signifiait globalisation comme ouverture du monde aux États-Unis.

Avec le Brexit, pensez-vous que l'Europe va s'affaiblir ? Ou au contraire est-ce une chance à saisir ?

Elle s'affaiblit un peu en poids, par le nombre d'habitants, un tissu industriel... En sens inverse, un handicap est levé pour courir plus vite : l'intégration européenne est libérée d'un poids. Entre Maastricht et le traité de Paris, la Grande-Bretagne n'a cessé de jouer le mauvais rôle. Le Brexit dépouille la démarche européenne de l'un de ses obstacles, elle était devenue compliquée. La volonté européenne devient plus unanime, donc cela augmente les chances de réussite. Mais le monde change, avec la technologie, la création d'un changement de civilisation, il faut que l'Europe s'adapte.

Lundi 13 novembre 2017, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à Bruxelles à relancer l'Europe de la défense : ce qui n'a pas pu se faire avec les Britanniques est-il possible maintenant ?

Non. L'Europe de la défense est une illusion. Les textes nécessaires existent depuis longtemps mais on n'a rien fait. Le problème c'est que la sécurité globale du continent est assurée par l'OTAN, mais la sécurité partielle, c'est-à-dire de chaque État, l'est par eux-mêmes et le problème central ce sont les frontières méditerranéennes.

Par exemple, la construction d'un avion de combat ? Cela avait échoué dans les années 1970...

Il est probable que la nouvelle génération d'armement sera issue de l'Europe continentale, mais peut-être avec une coopération britannique.

Êtes-vous aussi optimiste que Federica Mogherini qui a parlé d'un « moment historique pour la défense européenne » ?

Non, ni pessimiste. Pour les fabrications en matière de défense, au contraire, car la France et la Grande-Bretagne dépensaient le plus. Les accords bilatéraux pourront continuer.

Que pensez-vous des positions du président Emmanuel Macron sur l'Europe ?

Macron est sincèrement européen, mais il faut prendre de bonnes mesures. Par exemple avec la défense : le problème nucléaire ? La France qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique maintenant dans l'Union partagera-t-elle

ses moyens ? Il faut procéder dans l'ordre : création d'un ordre économique cohérent, après une monnaie, ensuite la fiscalité, et ensuite les dettes...

Êtes-vous pour une refonte des traités ?

Non. Le problème c'est de mieux les appliquer, mettre fin au harcèlement bureaucratique de la Commission : elle est sortie de son rôle. Il y a trop de commissaires, le bon chiffre, comme le disait le dernier bon président de la Commission Jacques Delors, c'est treize. À vingt-huit, tout se complique, tout s'alourdit avec des cabinets trop volumineux. Il faut aussi revoir leur application. Par exemple, la Commission n'a pas à prendre parti en matière diplomatique. C'est le rôle du Conseil européen, comme le fait depuis quelques mois le président actuel. Il faut un président du Conseil fort. Il faut faire attention à l'idée absurde de l'égalité entre les États (comme par exemple Chypre et l'Allemagne). Il faudrait un système où les pays les plus peuplés se concertent avant. Le nouveau système de vote issu de la Constitution est un bon système avec une majorité qualifiée et non avec l'unanimité. Il faut l'utiliser davantage. Il faut que la Commission et le Conseil rentrent dans leur domaine de compétence. C'est le monde annexe, sans légitimité, qui irrite les opinions publiques.

334

À la fin des années 1970 déjà, il était question d'une Europe à deux vitesses et le cas de la Grande-Bretagne était parfois posé (fallait-il la mettre à l'écart de certains projets ?) : cela aurait-il permis d'éviter le Brexit ?

À deux vitesses, c'est trop compliqué. Depuis le début, il y a deux projets européens : un projet de libre-échange avec un marché unique et un projet d'intégration pour ceux qui le veulent. Le deuxième a besoin d'être encouragé pour faire face aux défis du monde mais le problème c'est l'engagement des pays. Les volontaires sont les six fondateurs, avec l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. La Grèce a trop de problèmes, elle ne peut pas en supporter le poids. D'autre part, il faut regarder de plus près les négociations commerciales (comme l'a dit Macron) et ceux qui négocient car ils sont souvent d'un faible niveau, notamment de responsabilité et de légitimité.

Voyez-vous les Britanniques revenir sur leur décision ?

Non. Ils vont essayer de développer leurs relations avec leur ancien empire, l'Australie, le Canada...

L'opinion britannique dans les années 1960 n'était pas pro-européenne...

Oui, c'est vrai, il n'y avait pas d'attachement à l'Europe. D'autant plus que la presse, presque unanime, n'aime pas l'Europe et met en exergue tous ses défauts.

Aurait-on pu éviter le Brexit ?

À mon avis, non. Il n'y a pas eu de rapprochement des identités. Qui était pro-européen ? Ted Heath était le seul vrai européen, il voulait devenir européen. Roy Jenkins était pro-européen par raisonnement, d'où une bonne gestion des relations Royaume-Uni – Europe ; il participait aux discussions. L'ambassadeur Nicholas Henderson était européen dans sa façon de vivre.

Le Brexit viendrait d'un manque d'éducation européenne ?

L'Europe a déclenché deux guerres mondiales, on ne peut pas effacer tout cela d'un seul coup. Il y a les obstacles des langues et des cultures. Pour les langues, on n'y peut rien, mais on pourrait suivre la règle d'utiliser l'anglais courant pour négocier et conserver les langues nationales pour les textes officiels et le domaine juridique. Il faut par ailleurs développer l'enseignement de l'allemand. Partout en Europe, finalement, on a des cultures assez proches, il existe bien une culture européenne.

BIBLIOGRAPHIE

DYNAMIQUES DES SYSTÈMES INTERNATIONAUX

- ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale/Institut d'histoire des conflits contemporains, 1989.
- BADEL, Laurence, « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI^e siècle », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1, p. 3-23.
- , « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006/2, p. 169-185.
- BADIE, Bertrand, « L'adieu au gladiateur ? La mondialisation et le renouveau des relations internationales », *Relations internationales*, n° 124, 2005/4, p. 95-106.
- BÉLY, Lucien, SOUTOU, Georges-Henri, THEIS, Laurent & VAÏSSE, Maurice (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005.
- & SOUTOU, Georges-Henri, « Les relations internationales », dans SIRINELLI, Jean-François, CAUCHY, Pascal & GAUVARD, Claude (dir.), *Les Historiens à l'œuvre (1995-2010)*, Paris, PUF, 2010, p. 261-286.
- CHASSAIGNE, Philippe & MARX, Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.
- , *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Colin, 2009.
- , *Les Années 1970. Fin d'un monde et origine de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2012.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Entretien avec Robert Frank », *Histoire@Politique*, n° 19, 2013/1, p. 216-227.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Politique intérieure et politique extérieure », *Relations internationales*, n° 37, printemps 1984, p. 7-16.
- , *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.
- FRANK, Robert, « La France et son rapport au monde au XX^e siècle », *Politique étrangère*, vol. 65, n° 3-4, 2000, p. 827-839.
- , « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, n° 4, 2003, p. 42-65.
- (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
- GENESTE, Pascal, *Archives de la présidence de la République française. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Archives nationales/Somogy, 2007.

- GIRAULT, René « L'histoire des relations internationales peut-elle être une histoire totale ? », dans *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle : mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 29-39.
- , *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 65-66, « Hommage à René Girault », janvier-juin 2002, p. 65-68.
- GUILLEN, Pierre, « Politique intérieure et relations internationales », *Relations internationales*, n° 41, printemps 1985, p. 111-124.
- , « Écrire l'histoire de la politique extérieure de la France », *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 131-137.
- JEANNESSON, Stanislas, « Diplomatie et politique étrangère de la France contemporaine : un bilan historiographique depuis 1990 », *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 2, « Nouvelles approches en histoire de la France contemporaine », 2012, p. 88-98.
- LAÏDI, Zaki, *La Norme sans la force. L'Énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- RENOUVIN, Pierre & DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.
- SANDERSON, Claire & GUIEU, Jean-Michel (dir.), *L'Historien et les relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- , *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Introduction à la problématique des mondialisations », *Relations internationales*, n° 123, 2005, p. 8-9.
- Relations internationales*, n° 82, « Conjoncture économique et relations internationales », 1995 ; n° 123, « Mondialisations-1 », 2005/3 ; n° 124, « Mondialisations-2 », 2005/4.

ACTEURS

Biographies

Valéry Giscard d'Estaing

BERNARD, Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing. Les Ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

BOTHOREL, Jean, *Un si jeune président*, Paris, Grasset, 1995.

CORCELETTE Jean-Pierre & ABADIE, Frédéric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008.

DUHAMEL, Alain, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.

HARGROVE, Charles, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, éditions J. A., 1981.

VALANCE, George, *VGE. Une vie*, Paris, Flammarion, 2011.

Jean François-Poncet

DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Portrait de Jean François-Poncet », *Histoire@Politique*, n° 1, 2007/1, p. 11-15.

Élisabeth II d'Angleterre

PIMLOTT, Ben, *The Queen. A Biography of Elizabeth II*, London, HarperCollins, 1998.

ROCHE, Marc, *Élisabeth II. Une vie, un règne*, Paris, La Table Ronde, 2012.

James Callaghan

CONROY, Harry, *Callaghan*, London, Haus Publishing, 2006.

MORGAN, O. Kenneth, *Callaghan. A Life*, Oxford, OUP, 1998.

Margaret Thatcher

CAMPBELL, John, *The Iron Lady. Margaret Thatcher from Grocer's Daughter to Prime Minister*, London, Penguin Books, 2011.

SERGEANT, Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994.

THIÉRIOT, Jean-Louis, *Margaret Thatcher. De l'épicerie à la Chambre des lords*, Paris, Éditions de Fallois, 2007.

Harold Wilson

PIMLOTT, Ben, *Harold Wilson*, London, HarperCollins, 1993.

ROUTLEDGE, Paul, *Wilson*, London, Haus Publishing, 2007.

ZIEGLER, Philip, *Wilson. The Authorised Life*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1993.

CAMPBELL, John, *Roy Jenkins. A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014.

LUDLOW, N.Piers, *Roy Jenkins and the European Commission Presidency, 1976-1980, at the heart of Europe*, Palgrave, Macmillan, 2016.

Mémoires et témoignages

BARRE, Raymond, *L'Expérience du pouvoir. Entretiens avec Jean Bothorel*, Paris, Fayard, 2007.

CALLAGHAN, James, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006.

COLES, John, *Making Foreign Policy. A Certain Idea of Britain*, London, John Murray, 2000.

FRANCOIS-PONCET, Jean, *37, quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai*, Paris, Fayard, 1998.

340 GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

–, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Le Livre de poche, 2007.

–, Entretiens du 20 septembre 2012 et du 22 novembre 2017 avec Laurence Baratier-Negri.

HARGROVE, Charles, *Un gentleman du Times*, Paris, Tallandier, 2001.

HENDERSON, Nicholas, *The Private Office*, London, Littlehampton Book Services Ltd., 1984.

–, *Channels and Tunnels: Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987.

–, « Valedictory dispatch », 31 mars 1979, dans HENDERSON, Nicholas, *Channels and Tunnels. Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987, p. 143-158.

–, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, London, Phoenix Press, 2000.

JENKINS, Roy, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989.

–, *A Life at the Centre. Memoirs of a Radical Reformer*, London, Random House, 1993.

PALLISER, Michael, « L'élargissement de la Communauté vu de Londres », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.

ROBIN, Gabriel, *Entre empire et nations. Penser la politique étrangère*, Paris, Odile Jacob, 2004.

SCHMIDT, Helmut, *Des Puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989.

–, *L'Europe s'affirme*, Paris, Éditions de Fallois, 2001.

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

THATCHER, Margaret, *10 Downing Street*, Paris, Albin Michel, 1993.

WILSON, Harold, *The Governance of Britain*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1976.

–, *Final Term: Labour Government (1974-1976)*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1979.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATIONS

BITSCH, Marie-Thérèse, LOTH, Wilfried & BARTHEL, Charles (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

COURCEL, Geoffroy de, « France et Grande-Bretagne, une complémentarité difficile », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981.

CROUZET, François, *De la supériorité de la France sur l'Angleterre. L'économique et l'imaginaire (XVII-XX^e siècle)*, Paris, Perrin, 1985.

–, « Images d'outre-Manche : la France vue par les Britanniques, la Grande-Bretagne vue par les Français (1904-2004) », *Histoire, économie & société*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 131-141.

DAUDY, Philippe, *Les Anglais*, Paris, Plon, 1989.

DAVID, François, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, Paris, Hachette, 1976.

DAVIS, Richard, « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième République », *Revue LISA E-journal*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 55-74.

–, « Français et Anglais, quels Européens ? », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

FRANK, Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », dans JEANNENEY, Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26.

GENET, Jean-Philippe & RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007.

GUIFFAN, Jean, *Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle*, Paris, Terre de brume, 2004.

LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L'Harmattan, 2007.

SANDERSON, Claire, « British Public Opinion and Europe Since 1973: Ambivalence or Mis-representation? », dans DULPHY Anne & MANIGAND, Christine (dir.), *Public Opinion and Europe: National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004, p. 151-163.

–, « La notion de civilisation dans la politique étrangère britannique de 1945 à nos jours », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 123, n° 2, « La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles) », dir. SOUTOU, Georges-Henri, 2009, p. 163-175.

SINCLAIR-STEVENSON, Christopher, *That Sweet Enemy: A Personal View of France and the French*, London, Jonathan Cape, 1987.

TACHIN, Agnès, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l'imaginaire français à l'époque gaullienne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

–, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

TOMBS, Isabelle & TOMBS, Robert, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, Paris, Armand Colin, 2012.

342

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET PROCESSUS DE DÉCISIONS

BARTLETT, Christopher J., *British Foreign Policy in the Twentieth Century*, London, Macmillan, 1989.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Institutions et pratiques politiques (1974-1978)*, Paris, Fayard, 2003.

– & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. 1978-1981 : les institutions à l'épreuve ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

CHARLOT, Monica, *L'Angleterre (1945-1980). Le temps des incertitudes*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

COHEN Samy, « Prospective et politique étrangère. Le CAP du ministère des Relations extérieures », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 6, 1982, p. 1055-1076.

– et SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

–, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

–, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », dans SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chap. III, p. 75-91.

DICKIE, John, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992.

HARRIS, Trevor, *Une certaine idée de l'Angleterre. La Politique étrangère britannique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2008.

- HENNESSY, Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders Since 1945*, London/New York, St. Martin's Press, 2001.
- KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1994.
- LA GORCE, Paul-Marie de, « Bilan d'un septennat, la politique extérieure française », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981, p. 89-104.
- LA SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques & WALLACE, Helen, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990.
- OTTE, Ythomas G., *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- PARR, Helen, « Un Foreign Office miniature dédié à l'Europe ? », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 207-237.
- REYNOLDS, David, *Britannia Overruled. British Policy and World Power in the Twentieth Century*, London, Longman, 1993.
- SANDERSON, Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision, conviction, intransigeance », dans DELAUNAY, Jean-Marc & DENECHÈRE, Yves (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37.
- SANDERSON, Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- & TORRENT, Mélanie (dir.), *La Puissance britannique en question. Diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- TRISTRAM, Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, n° 8, mai-août 2009.
- VÀISSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- WALLACE, William, *Foreign Policy and the Political Process*, London, Macmillan, 1972.
- , *The Foreign Policy process in Britain*, London, Royal Institute of International Affairs, 1975.

WARLOUZET, Laurent, « Le Quai d'Orsay face au traité de Rome, la direction des affaires économiques et financières de 1957 à 1975 », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 139-169.

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

BADEL, Laurence & BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli. L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes & Cie, 2011.

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

344 BERBÉRI, Claude, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BERSTEIN, Serge & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, éditions Complexe, 2003.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

BRIVATI, Brian & JONES, Harriet, *From Reconstruction to Integration: Britain and Europe since 1945*, Leicester, Leicester UP, 1993.

BUSSIÈRE, Éric & WILLAERT, Émilie, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010.

–, DUJARDIN, Vincent, DUMOULIN, Michel, LUDLOW, Piers, BOROUWER, Jon Willem & TILLY, Pierre (dir.), *Histoire et mémoires d'une institution. La Commission européenne (1973-1986)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2014.

DELOGE, Pascal : « La coopération aéronautique européenne : à quel prix ? Le dilemme belge », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010.

– & BURIGANA, David, « Les coopérations aéronautiques en Europe dans les années 1950-1980 : une opportunité pour relire l'histoire de la construction européenne ? », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, introduction.

DROIT, Yohan, « L'European Fighter Aircraft : le rendez-vous manqué de la coopération aéronautique européenne, 1978-1985 », *Histoire, économie &*

- société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, p. 103-116.
- , *L'Avion de combat Rafale. De la matrice européenne à l'avion mondial ? Histoire d'un programme d'armement majeur des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2014.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- DU RÉAU, Élisabeth, *L'Europe en construction*, Paris, Hachette, 2001.
- FRANK, Robert et DU RÉAU, Élisabeth (dir.), *Dynamiques européennes. Nouvel espace, nouveaux acteurs (1969-1981)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- , *Les Identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- GĂINAR, Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, OUP, 1998.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007.
- GILMOUR, Ian, « L'Europe politique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 2, 1980, p. 487-498.
- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- LA SERRE, Françoise de, « Quelle Europe pour quelle Grande-Bretagne ? », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 3, 1980.
- , *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, Paris, PUF, 1987.
- LUDLOW, Peter, *Making of the European Monetary System*, London, Elsevier Science & Technology Books, 1982.
- MAY, Alex (dir.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Applications to Join the European Communities*, London, Palgrave Macmillan, 2001.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy During the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London/New York, Tauris, 2008.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Economist or Monetarist? The Difficult Creation of an Internal French Consensus about European Monetary Integration (1974-1976) », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 213-225.
- , « Filling the EEC Leadership Vacuum? The Creation of the European Council in 1974 », *Cold War History*, vol. 10, n° 3, 2010, p. 315-339.

- , *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca, Cornell UP, 2012.
- PARR, Helen, « Anglo-French Nuclear Collaboration and Britain's Policy Towards Europe », dans VAN DER HARST, Jan (dir.), *Beyond the Customs Union: the European Community's Quest for Completion, Deepening and Enlargement (1969-1975)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 35-61.
- , « “The Nuclear Myth”: Edward Heath, Europe, and the International Politics of Anglo-French Nuclear Cooperation 1970-3 », *International History Review*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 534-555.
- RÜCKER, Katrin, « Le plan Werner, le système monétaire européen et l'europanisation dans les années 1970 », *L'Europe en formation*, n° 353-354, 2009.
- , « Diplomatie européenne et relations internationales : la dimension internationale du premier élargissement de l'Union européenne », *Relations internationales*, n° 146, 2011/2, p. 109-124.
- SAINT PÉRIER, Amaury de, *Valéry Giscard d'Estaing, la France et l'Europe monétaire. La persévérance récompensée*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2008, 315 p.
- , *La France, l'Allemagne et l'Europe monétaire de 1974 à 1981. La persévérance récompensée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- SANDERSON, Claire, *L'Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945-1958)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- , « France/Grande-Bretagne, regards croisés sur la défense européenne », *Relations Internationales*, n° 117, printemps 2004, p. 87-100.
- , « Coopération franco-britannique et défense européenne : une perspective historique », *Les Champs de Mars*, n° 15, « Cent ans d'Entente cordiale : la défense au Royaume-Uni », dir. CHARILLON, Frédéric, 2004, p. 15-36.
- , « La Grande-Bretagne et l'Europe de l'après-guerre à Maastricht : le règne de l'ambivalence », dans BEAUPRÉ, Nicolas & MOINE, Caroline (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 217-224.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- TREVOR, Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, 1999.
- VÀISSE, Maurice, « Valéry Giscard d'Estaing et la défense européenne », dans BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011.

WALLACE, William, *Britain in Europe*, London, Heinemann, 1980.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI FACE À LA CRISE DES ANNÉES 1970, ENTRE SOLUTIONS NATIONALES ET TRANSNATIONALES

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales face aux défis européens du XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René, & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007.

–, CASANOVA, Jean-Claude & SIRINELLI, Jean-François, *Les Années Giscard. La politique économique (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2009.

BLOCH-LAINÉ, François (dir.), *La France en mai 1981. Forces et faiblesses*, Paris, La Documentation française, 1982.

BONHOMME, Noël, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale, 1975-1985 », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 73-89.

–, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, Paris, n° 157, 2014/1, p. 111-130.

BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2006.

–, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007.

ELLI, Mauro, « The UK Role in the European Community. EEC Energy Policy at the Eve of the Oil Crisis », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 295-311.

GARAVINI, Giuliano & PETRINI, Francesco, « Continuity or Change? The 1973 Oil Crisis Reconsidered », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 211-231.

LAVERDINES, Georges, « Le libéralisme organisé ou le combat de Jacob », *Pouvoirs*, n° 9, « Le giscardisme », 1979, p. 17-26.

- Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle [actes de la table ronde des 15 et 16 décembre 2011] », 2012/1.
- LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et le Royaume-Uni dans un monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- , *France-Grande-Bretagne. Réussites et défis*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MÉNIL, Georges de, « De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques », *Politique étrangère*, vol. 47, n° 2, 1982, p. 403-417.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Integrating an International Political Economy Dimension into European Integration History: The Challenges of the 1970s », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n° 2, 2011, p. 335-341.
- , « Regional Integration and Global Governance: The Example of the European Council (1974-1986) », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 91-104.
- , « Managing from the Top: Globalisation and the Rise Of Regular Summitry, mid 1970's-early 1980's », *Diplomcy and Statecraft*, vol. 23, n° 4, 2012, p. 679-703.
- & ROMERO, Federico (dir.), *International Summitry and Global Governance: The Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014.
- POPE, Rex, *The British Economy since 1945: A Study in Decline?*, London, Routledge, 2013.
- POTTIER, Frédéric, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.
- VAN LAER, Arthe, « Quelle politique industrielle pour l'Europe ? Les projets des Commissions Jenkins et Thorn (1977-1984) », dans BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, CHEFF, Paris, 2007, p. 7-53.

FRANCE ET ROYAUME-UNI : DÉTENTE ET DÉFENSE NATIONALE

- BAULON, Jean-Philippe, « Au risque de l'isolement ou de l'alignement : la politique de la France dans la crise des euromissiles (1977-1987) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 124, n° 2, 2010, p. 163-187.
- , « Un tournant dans la politique française de non-prolifération : la présidence Giscard », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 126, n° 2, 2012.
- BILANDŽIC, Vladimir, DAHLMANN, Dittmar & KOSANOVIĆ, Milan (dir.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis*, Bonn, Bonn UP, 2012.

- BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.
- BROWN, Martin D., « A Very British Vision of Détente, The United Kingdom's Foreign Policy During the Helsinki Process (1969-1975) », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd, *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 121-134.
- DUMOULIN, André, *Histoire de la dissuasion nucléaire*, Paris, Argos, 2012.
- DUVAL, Marcel et LE BAUT, Yves, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment ?*, Paris, SPM, 1992.
- KLEIN, Jean, « La France, l'arme nucléaire et la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 44, n° 3, 1979, p. 461-479.
- LOTH, Wilfried & SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War (1965-1975)*, London, Routledge, 2008.
- MARESCA, John, *To Helsinki: The Conference on Security and Cooperation in Europe, 1973-1975*, London, Duke UP, 1985.
- PISAR, Samuel, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.
- PONS, Silvio & ROMERO, Federico, « Europe Between the Superpowers, 1968-1981 », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 85-99.
- SCHÜTZE, Walter, « Les options », *Politique étrangère*, vol. 43, n° 6, 1978, p. 693-732.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Valéry Giscard d'Estaing and his Vision of the End of the Cold War », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 208-225.
- TATU, Michel, « Valéry Giscard d'Estaing et la détente », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- , « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 3-8.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, vol. 62, n° 3, 1986, p. 367-389.

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AU FIL DU TEMPS

BELL, Philip M. H., *France and Britain (1900-1940). Entente and Estrangement*, London, Longman, 1996.

—, *France and Britain (1940-1994). The Long Separation*, London, Longman, 1997.

BONNAUD, Laurent, *France-Angleterre. Un siècle d'entente cordiale (1904-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHASSAIGNE, Philippe & DOCKRILL, Michael (dir.), *Anglo-French Relations, 1898-1990: From Fashoda to Jospin*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

350 —, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées*, n° 264, 2011, p. 3-10.

COOPER-RICHET, Diana & RAPOPORT, Michel (dir.), *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006.

CROUZET, François, BÉDARIDA, François & JOHNSON, Douglas, *De Guillaume le Conquérant au Marché commun. Dix siècles d'histoire franco-britannique*, Paris, Albin Michel, 1979.

GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

GIBSON, Robert, *Best of Enemies. Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, London, Sinclair-Stevenson, 1995.

LUDLOW, Piers, « Problematic partners: de Gaulle, Thatcher, and their Impact », dans JONES, Erik, MENON, Anand & WEATHERILL, Stephen (dir.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, OUP, 2012, p. 206-218.

MAYNE, Richard, JOHNSON, Douglas & TOMBS, Robert (dir.), *Cross Channel Currents: 100 Years of the Entente Cordiale*, London, Routledge, 2004.

PASTOR-CASTRO, Rogelina & YOUNG, J. W. (dir.), *The Paris Embassy: British Ambassadors and Anglo-French Relations (1944-1979)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

VIOT, Jacques & RADICE, Giles (dir.), *L'Entente cordiale dans le siècle*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- BUFFET, Cyril, « Une étrange histoire d'amour. Le facteur britannique dans les relations franco-allemandes, 1945-1963 », dans BAECHLER, Christian & MÜLLER, Klaus-Jurgen (dir.), *Les Tiers dans les relations franco-allemandes*, München, Oldenburg Verlag, 1996.
- CHASSAIGNE, Philippe, *Royaume-Uni/États-Unis (1945-1990). La « relation spéciale »*, Paris, Atlande, 2003.
- COGAN, Charles, *Alliés éternels, amis ombrageux. La France et les États-Unis depuis 1940*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- DOBSON, Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict, and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995.
- DURAND, Pierre-Michel, « Les relations Paris-Moscou et la guerre froide africaine des années 1970 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- HEUSER, Béatrice, *NATO, Britain, France, and the FRG: Nuclear Strategies and Forces for Europe (1949-2000)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 28, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », dir. FRANK, Robert & LE PULCH, Maryvonne, 1994.
- , « Français et Allemands face aux enjeux institutionnels de l'union monétaire : du plan Werner à l'euro (1970-2000) », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 537-558.
- , « Hans Tietmeyer et le plan Werner : le débat politique franco-allemand », dans *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978). Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, t. I, p. 308-314
- LARRES, Klaus & MEEHAN, Elizabeth (dir.), *Uneasy Allies: British-German Relations and European Integration since 1945*, Oxford, OUP, 2000.
- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une "relation spéciale" », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- LUDLOW, Piers, « The End of Symbiosis: the Nixon Era and the End of Comfortable Coexistence Between European and Atlantic Integration », dans SCOTT-SMITH, Gils, AUBOURG, Valerie & BOSSUAT, Gérard (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea From Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, p. 38-60.
- , « The Real Years of Europe? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une “relation spéciale” », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- MÉLANDRI, Pierre, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- , « Une relation très spéciale : la France, les États-Unis et l'année de l'Europe, 1973-1974 », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.
- et RICARD, Serge (dir.), *Les Relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 1993.
- MORGAN, Roger & BRAY, Caroline, *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Gower Publishing Company, 1986.
- NARINSKII, Mikhaïl & VAÏSSE, Maurice, *Les Crises dans les relations franco-soviétiques (1954-1991)*, Paris, Pedone, 2009.
- NOAKES, Jeremy, WENDE, Peter & WRIGHT, Jonathan (dir.), *Britain and Germany in Europe (1949-1990)*, London, German Historical Institute London/OUP, 2002.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- REY, Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- ROBB, Thomas, « The “Limit of What is Tolerable”: British Defence Cuts and the “Special Relationship” (1974-1976) », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 22, n° 2, 2011, p. 321-337.
- ROMANO, Angela, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- RÜCKER-GUITELMACHER, Katrin, *Le Triangle Paris-Bonn-Londres et le processus d'adhésion britannique au Marché commun (1969-1973). Quel rôle pour le trilatéral au sein du multilatéral ?*, thèse sous la dir. de Maurice Vaïsse et Wolfgang Krieger, IEP de Paris/ université de Marbourg, 2009.
- SCHNAPPER, Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER, Agnès (dir.), *La « Relation spéciale » Royaume-Uni/ États-Unis (1945-1990)*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-46.
- SOKOLOFF, Georges et WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1985.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands*, Paris, Fayard, 1996.

- , SZABO, Stephen & WELLS, Samuel (dir.), *The Strategic Triangle*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2007.
- TOINET, Marie-France, « Valéry Giscard d'Estaing et les États-Unis », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Les éditions du Seuil, 1998.
- WEINACHTER, Michèle, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004.

SOURCES

ARCHIVES FRANÇAISES

QUAI D'ORSAY

Série Europe, sous-série Grande-Bretagne (1971-juin 1981)

Carton 321 : défense nationale, contacts militaires de la France avec la Grande-Bretagne.

Carton 333 : relations économiques franco-britanniques.

Carton 362 : Europe-Grande-Bretagne : Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I par, décembre 1975.

Carton 383 : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson, 18-19 juillet 1974.

Carton 384 : relations politiques France-Grande-Bretagne.

Carton 3889 : désarmement ; nouvelle approche française du désarmement ; organisations et questions internationales.

Carton 4084 : communautés européennes ; affaire Tindemans.

Cartons 4117, 4118 : presse et information en Grande-Bretagne.

Carton 4147 : organisation de la coopération politique européenne : enquête sur l'avenir de la construction européenne.

Carton 4157 : politique extérieure des Communautés européennes : organisation de la coopération politique européenne.

Cartons 4159, 4160 : présidence française des Communautés européennes (premier semestre 1979).

Carton 4210 : CSCE (1977-1979).

Carton 4417 : Grande-Bretagne : État et politique intérieure.

Carton 4419 : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations avec la France.

Carton 4420 : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations extérieures, OTAN, services de renseignements français et étrangers.

Cartons 4431, 4432 : Grande-Bretagne, affaires économiques, situation économique.

Carton 4433 : affaires économiques, coopération industrielle et énergétique.

Cartons 4435, 4436 : affaires économiques, relations avec la CEE.

Carton 4439 : politique étrangère.

Cartons 4447-4449 : relations politiques France-Grande-Bretagne.

Carton 4450 : relations politiques France-Grande-Bretagne, colloque de Bordeaux.

Série Europe, sous-série RFA

Carton 2988 : relations RFA – Grande-Bretagne (1976-1980).

PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les fonds d'archives de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing sont conservés au CARAN sous la cote 5 AG 3.

Dossiers des conseillers diplomatiques

Carton 923 : Union européenne (1974-1979).

Carton 995 : Grande-Bretagne (1974-1976).

Carton 996 : entretiens franco-britanniques (1977-1980).

Carton 997 : relations franco-britanniques (1974-1981).

356

Carton 1894 : François Polge de Combret : matières premières et relations internationales (1973-1976).

Cartons 1941-1946 : François Polge de Combret : énergie et relations internationales.

Carton 2565 : Emmanuel Rodocanachi : CEE (1978-1981).

Carton 2566 : élargissement de la CEE.

Cartons 2567-2569 : Emmanuel Rodocanachi : politique agricole commune (1978-1981).

Carton 2570 : CEE, montants compensatoires monétaires (1978-1981).

Dossiers de Jacques Wahl

Carton 815 : correspondance de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel (1979).

Dossiers des conseillers presse et communication

Carton 3127

ARCHIVES BRITANNIQUES

THE NATIONAL ARCHIVES, KEW, LONDRES

FCO : Foreign and Commonwealth Office.

CAB : Cabinet.

PREM : *Prime Minister's Papers*.

FCO, Western European Department (WED)

FCO 05

Carton 201 : conversations franco-britanniques sur l'Afrique du Sud (1979).

FCO 28

Carton 4018 : conversations franco-britanniques sur l'URSS et l'Europe de l'Est (1980).

Carton 4058 : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (mai 1980).

FCO 30

Carton 2087 : relations franco-britanniques (1974).

Cartons 3482, 3841, 3842 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1976-1977-1978).

Cartons 4117, 4118, 4320 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1978-1979-1981).

Carton 4151 : visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne (19-20 novembre 1979).

Carton 3510 : visites ministérielles françaises en Grande-Bretagne (1977).

FCO 33

Cartons 2410, 2411 : relations politiques franco-britanniques (1974).

Cartons 2662-2666 : relations politiques franco-britanniques (1975).

Cartons 2872-2877 : relations politiques franco-britanniques (1976).

Cartons 2879-2887 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (1976).

Cartons 2893-2896 : visite du Premier ministre britannique en France (11-12 novembre 1976).

Cartons 3141, 3142 : Relations politiques franco-britanniques (1977).

Carton 3159 : France-Grande-Bretagne, coopération défense (1977).

Carton 3162 : collaboration nucléaire (1977).

Cartons 3453-3455 : relations politiques franco-britanniques (1978).

Carton 3465 : conversations ministérielles et sommets (1978).

Carton 3468 : coopération industrielle (1978).

Carton 3940 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France, aspects financiers (1974).

Cartons 3938, 3939, 3957, 3958 : relations politiques franco-britanniques (1979).

Carton 3957 : visite du Premier ministre Margaret Thatcher à Paris, 5 juin 1979.

Carton 3959 : visite du ministre français des Affaires étrangères (1979).

Cartons 3963, 3964 : conversations bilatérales sur le nucléaire (1979).

Carton 5229 : réunions tripartites France – RFA – Grande-Bretagne (1981).

FCO 41

Carton 1406 : conversations politico-militaires (1974).

FCO 46

Carton 2118 : coopération sur le nucléaire (1979).

Cartons 2187, 2608 : OTAN – France – Grande-Bretagne : coopération politico-militaire (1980-1981).

Carton 2397 : réunions quadripartites (1980).

FCO 49

Cartons 627, 833, 875 : Conversations entre les Planning Staff (1976-1979).

FCO 59

Carton 1183 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France (1974).

FCO 96

Carton 964 : Coopération nucléaire franco-britannique (1979).

358

FCO 98

Cartons 620-622 : attitude de la France envers la coopération politique et conversations avec les directeurs politiques français (1978-1979).

Cartons 337, 338 : France – Grande-Bretagne – CEE (1978).

FCO 105

Carton 463 : Afrique du Sud (1980).

Carton 507 : conversations tripartites France – Grande-Bretagne – RFA sur l'Afrique du Sud (1980).

CAB

CAB 164 / 1599 : tunnel sous la Manche.

DEFE 72 / 152 : coopération militaire : avion tactique de combat.

PREM 16

Carton 883 : préparation de la Visite d'État (janvier 1975-juin 1976).

Carton 1271 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (juin 1976).

Carton 1272 : commerce mondial (1977).

Carton 1274 : relations avec le Parti socialiste français ; entretien Callaghan-Mitterrand (1977).

Carton 1275 : visite de Raymond Barre (1977).

Carton 1650 : sommet franco-britannique de Chequers (12-13 décembre 1977).

INDEX DES NOMS

A

ATTALI, Jacques 154, 155.

B

BARRE, Raymond 23, 160.

BEAUMARCHAIS, Jacques de *voir* DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques.

BENN, Anthony Neil Wedgwood, *dit* Tony 86, 87, 99, 214.

BILLECOCQ, Pierre 119.

BOURGES, Yvon 229.

BRAITHWAITE, Rodric Quentin 36, 73.

BRANDT, Karl Herbert Frahm, *dit* Willy 161, 228.

BRJNEV, Leonid Ilitch 279, 280, 282, 291.

BRZEZINSKI, Zbigniew Kazimierz, *dit* Zbig 35, 131.

C

CALLAGHAN, Leonard James 56, 83, 123, 228, 237, 293 ;

– secrétaire d'État 40, 56, 84, 86, 104, 122, 238, 239, 242, 280, 281, 294 ;

– Premier ministre 32, 37, 41, 42, 47, 56, 58, 61, 64, 65, 87-91, 103, 107, 110-112, 114, 116, 121, 126, 132, 133, 136, 140-143, 145, 147, 154, 155, 157-160, 162, 163, 171, 173, 174, 184, 185, 201, 209, 238, 241, 244, 258, 259, 297, 300, 309.

CARRINGTON, Peter Alexander Rupert, baron 110, 127, 128, 215, 250, 271, 282, 301.

CARTER, James Earl, *dit* Jimmy 35, 133, 135, 141, 143, 145, 147, 171, 174, 185, 222, 223, 227, 229, 230, 268, 276, 284, 285, 289, 290.

CHEYSSON, Claude 295, 296.

CHIRAC, Jacques 22, 92, 95-98, 107, 116, 146, 224.

CHURCHILL, Winston Leonard Spencer 12, 38, 108, 313.

CLAPPIER, Bernard 160.

COLES, John 27.

COT, Jean-Pierre 154.

COURCEL, Geoffrey Chodron, de 114, 115, 120.

COUVE DE MURVILLE, Maurice 25, 52.

COUZENS, Kenneth, *dit* Ken 160.

CROSLAND, Anthony 41, 51, 79, 88, 89, 94, 95, 106, 110, 112, 113, 120, 163, 193, 257.

D

DAVIGNON, Étienne 205, 207.

DEBRE, Michel 52, 95-97.

DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques 37, 45, 46, 88, 115, 238, 273.

DELL, Edmund Emanuel 89, 206.

DENIAU, Jean-François 229.

E

EDELMAN, Maurice 118, 119.

ELISABETH II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande, cheffe du Commonwealth 65-68, 108, 109, 118, 119, 124, 192, 310, 311.

F

FONTAINE, André 53, 56, 64.

FORD, Leslie Lynch King Jr, *dit* Gerald Rudolph 132, 169, 170, 176, 178, 222.

FRANÇOIS-PONCET, Jean 20, 21, 25, 34, 41, 42, 44, 79, 94, 97, 98, 110, 143, 257, 311.

FROMENT-MEURICE, Henri 25, 33, 160, 168, 177, 254, 278, 290, 292, 299, 300.

G

GAULLE, Charles de 51, 52, 65, 74, 77, 97, 98, 105, 108, 115, 142, 149, 153, 167, 178, 180, 192, 228, 278, 279.

GENSCHER, Hans Dietrich 152, 154.

GERGORIN, Jean-Louis 34-36.

GIRAUD, André 206, 208, 217, 218, 224, 227.

GROMYKO, Andreï Andreïevitch 279, 281, 282, 292.

GUIRINGAUD, Louis de 25, 110, 136, 288, 294, 297, 312.

H

HABERER, Jean-Yves 160.

HARGROVE, Charles 20, 22, 37, 39, 50, 61, 154.

HEATH, Edward 26, 37, 50, 81, 116, 157, 176, 224, 232, 299.

HENDERSON, Nicholas 26, 29, 37, 39, 40-45, 47, 51, 56, 58, 64-67, 73, 77-79, 88, 94, 99, 112, 113, 115, 150, 152-154, 158, 161, 164, 166, 169, 172, 177, 180, 181, 184, 193, 194, 206, 208, 209, 238, 239, 249, 254, 255, 297, 305, 311, 335.

HIBBERT, Reginald 37, 39, 45, 47, 48.

HOWELL, David Arthur Russell, baron Howell of Guildford, *dit* 215, 217, 218, 219, 221, 227.

J

JAY, Peter 172, 184.

JENKINS, Roy Harris, baron Jenkins of Hillhead, *dit* 46, 50, 64, 68, 86, 88, 89, 139-141, 147, 156, 157, 203, 205, 239, 241-245, 252, 257, 304, 305, 310, 312, 335.

JOBERT, Michel 25, 34, 170, 175, 176.

JOSEPH, Sinjohn Keith, baron 208.

K

KENNEDY, John Fitzgerald 168, 169, 177.

KISSINGER, Henry Alfred 35, 167, 170, 176, 178, 300.

KOSSYGUINE, Alekseï Nikolaïevitch 280, 282.

L

LABOULAYE, Lefebvre de Laboulaye, François, *dit* 112, 172.

LEUSSE, Bruno, baron Bruno de Leusse de Syon, *dit* de 25, 47, 286.

LEVITTE, Jean-David 23.

LIKI, Takeo 132.

M

MACMILLAN, Harold, comte de Stockton 30, 177, 192.

MCNALLY, Tom, baron 32.

MAUROY, Pierre 152-154.

MÉRY, Guy (général) 233.

PALLISER, Arthur Michael 33, 45, 107, 113, 115, 126, 163, 165, 249, 259, 273.

MITTERRAND, François 99, 153-155, 196.

MONNET, Jean 97, 236, 242.

MONORY, René 202.

MONTBRIAL, Thierry de 34, 35, 232, 233.

MORO, Aldo 132, 133.

MULLEY, Frederik William, baron, *dit* Fred 229.

N

NAZELLE, Xavier de 229.

NIXON, Richard Milhous 169, 178.

O

ORTOLI, François-Xavier 92, 139, 140, 204, 205, 253.

OWEN, David Anthony Llewellyn, baron 47, 58, 76, 77, 90, 110, 136, 154, 164, 171, 206, 229, 230, 259, 281, 297.

P

PIERRE-BROSSOLETTE, Claude 20, 21, 42, 44, 45, 52, 67, 111, 113-115, 151, 313.

POMPIDOU, Georges 22, 52, 92, 98, 118,
161, 167, 170, 178, 180, 228, 236, 253,
278, 280, 310, 311.

PONTILLON, Robert 154.

PRENTICE, Reginald Ernest Prentice,
baron, *dit* Reg 87.

PYM, Francis Leslie, Baron 250.

R

REAGAN, Ronald 185.

ROBIN, Gabriel 42, 85, 97, 98, 124, 151,
184, 268, 283, 290, 313.

ROCARD, Michel 154.

S

SAUVAGNARGUES, Jean 34, 35, 37, 46, 47,
76, 79, 90, 98, 104, 114, 120, 166, 170,
176, 177, 184, 185.

SCHMIDT, Helmut (Chancelier) 13, 50,
60-65, 68, 104, 109, 123, 128, 131,
132, 134, 135, 138, 139, 141, 143, 145,
147, 152, 153, 156, 157, 160-165, 170,
174, 239, 246, 258, 271, 294, 311, 332.

SERISE, Jean 21, 93.

SHORE, Peter David, baron Shore of
Stepney, *dit* 89.

SOAMES, Arthur Christopher John, baron
28, 38, 39, 51, 174, 229, 249.

SOUTOU, Jean-Marie 24, 25, 30, 48, 150,
165, 172, 235, 267, 332.

T

THATCHER, Margaret 31-33, 39, 50,
58-61, 65, 91, 103, 110, 135, 137, 165,
166, 182, 184, 185, 191, 196, 203, 214,
216, 219, 221, 227, 231, 247, 248,
250-252, 260, 282, 291-293, 301, 309,
310, 323, 326.

TINDEMANS, Leonard Clemence, *dit* Leo
94, 158, 246, 266.

TOMKINS, Edward Emile 37-40, 45, 53,
69, 105, 111, 161.

V

VANCE, Cyrus Roberts 172.

VARLEY, Eric Graham, baron 87, 152,
202, 206, 208.

VEDRINE, Hubert 25.

VEIL, Simone 97, 256.

W

WAHL, Jacques 47.

WALLACE, Helen Sarah, Lady Wallace of
Saltaire, *dit* 37.

WILLIAMS, Shirley Vivian Teresa Brittain,
baroness Williams of Crosby, *dit* 86.

WILSON, Harold 28, 40, 52, 53, 55, 56,
65, 84-87, 104, 111, 114, 118, 122,
132, 138, 141, 151, 162, 176, 181, 237,
239, 242, 254, 280, 294, 309.

WRIGHT, Patrick Richard Henry, baron
Wright of Richmond, *dit* 41, 164.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image en introduction (p. 10). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Fig. 1. © PA Archive/PA Images

Fig. 2. © Keystone/Getty Images

Fig. 3. © Rolls Press/Popperfoto / Getty Images

Fig. 4. © Gary Weaser/Getty Images

Fig. 5. © Heinrich Sanden/AFP Sources Extra

Fig. 6. © The Asahi Shimbun/Getty Images

Fig. 7. © Bettmann/Getty Images

Fig. 8. © Rolls Press/Popperfoto/Getty Images

Image de couverture (haut). © Central Press/Hulton Archive/Getty Images

Image de couverture (bas). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Clarification des droits avec la collaboration de l'agence La Collection.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et sigles.....	8
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTEURS

DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE I	
Centralisations et hiérarchies.....	19
CHAPITRE II	
L'Europe au cœur de la relation franco-britannique : « l'équation personnelle »	49
CHAPITRE III	
Acteurs, mentalités & opinions publiques	69
CHAPITRE IV	
Acteurs & partis politiques.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE : FONCTIONNEMENT & MÉTHODES

CHAPITRE V	
Les structures de concertation	103
CHAPITRE VI	
Le triangle Paris-Londres-Bonn.....	149
CHAPITRE VII	
Les États-Unis dans la relation franco-britannique.....	167

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE VIII	
Des défis de même nature	189
CHAPITRE IX	
Quelle Europe pour la France et pour le Royaume-Uni ?	235
CHAPITRE X	
La France, le Royaume-Uni & le monde	275
Conclusion.....	303

ANNEXE 1	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 20 septembre 2012	309
ANNEXE 2	
Discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement le 23 juin 1976	315
ANNEXE 3	
Déclaration commune du 24 juin 1976.....	319
ANNEXE 4	
Tableau synoptique des réunions : France, Grande-Bretagne, Allemagne, CE, G7	323
ANNEXE 5	
Tableau synoptique des enjeux	325
ANNEXE 6	
Les enjeux de la relation franco-britannique dans les sommets	327
ANNEXE 7	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 22 novembre 2017	331
Bibliographie.....	337
Sources.....	355
Index des noms.....	359
Crédits photographiques.....	362
Table des matières.....	363